Vol. 4 No. 26 • Du 12 au 18 janvier 2011

Haiti: 10gdes / USA: $1.00 / France 1.50 / Canada: $1.50

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

12 JANVIER 2011: COMMÉMORATION DANS LA DOULEUR ET LE RECUEILLEMENT

Voir page 10

Hommage aux 220.000 morts de la catastrophe du 12 janvier, cérémonie du souvenir dans la zone de Saint Christophe, près de Titanyen

ABOUTIRA-T-ON À L'ANNULATION DES «ÉLECTIONS»?

Voir page 4



Les « experts » de l'OEA ont déterminé qu'ils ne peuvent appuyer ou valider les résultats publiés le 7 Décembre 2010. Conformément à la vérification Michel Martelly se trouverait en seconde position avec 22,2% des voix et Mirlande Hyppolite Manigat conserverait la première position avec 31,5% des voix

12 Janvye 2010-12 Janvye 2011: Ki leson nou dwe tire?

Page 6

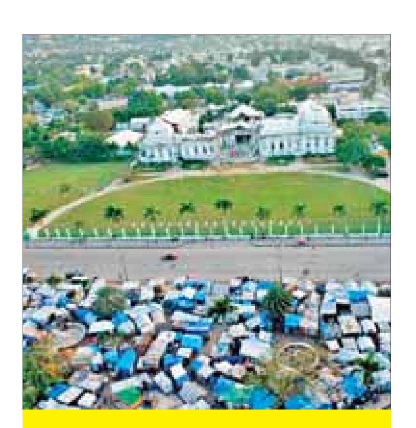






Radiographie d'une presse réactionnaire, jadis progressiste

Page 7



Trente-cinq secondes qui ont ébranlé Haïti

Page 10



Émeutes en Tunisie et en Algérie !

Page 16

Le choix de Washington: l'emprise américaine s'accélère!

Par Berthony Dupont

Comble d'ironie, nul ne s'attendait à ce coup de théâtre sinon ce coup de poignard du porte-parole de l'empire qu'est l'OEA.

Ce coup des pays impérialistes à leur valet Préval ne mériterait pas qu'on s'y arrête, d'autant que c'est le véritable instigateur du complot électoral, le cerveau de l'opération qui s'est retournée tout simplement contre son complice, l'exécutant de la sale besogne qui précipite son élimination. Il faut le dire, certes, c'est un véritable coup d'Etat, étalé dans le temps mais réduit dans l'espace car tout cela fait partie du jeu cynique, des méthodes et des procédés de ces puissances tutrices.

Aujourd'hui elles veulent se débarrasser de Préval, l'exemple le plus achevé de la trahison et de la servilité, après l'avoir utilisé tout le temps de son mandat. Elles viennent de l'humilier publiquement, pour lui avoir signifié par ce rapport qu'elles n'ont plus besoin de ses services et même de celui de son subalterne, le pantin Jude Célestin pour continuer la vile mission.

Pourtant Préval croyait avoir bien fait en appelant son complice pour venir l'aider à installer son successeur, comptant sur sa fidélité à ses maîtres; mais la réalité est tout autre pour la Communauté Internationale, vu qu'elle a tant de valets attendant d'être employés.

Préval en revanche, se sentant humilié, s'est empressé de rencontrer la presse haïtienne pour expliquer que c'est bien lui qui avait invité l'OEA. Alors, pourquoi cette fuite en avant de sa part alors que le rapport de l'OEA n'avait pas été encore acheminé à son bureau ? « *Le Premier ministre et moi n'avons pas encore reçu de rapport de la mission de l'OEA. Oui, on peut qualifier de rumeur et de trac ce qui circule* », a dit Préval. Et d'ajouter : « *Ce qui sera officiel, c'est le rapport que je recevrai. Ce n'est pas à moi d'accepter ou pas les résultats du rapport de la Mission de vérification de l'OEA* ». Malgré toutes ces déconvenues, l'homme ne démissionnera pas, au contraire il veut s'accrocher au pouvoir jusqu'au mois de mai.

Ni les membres du Conseil électoral Provisoire ne démissionneront non plus, malgré que les agents ou experts de l'OEA les ont démystifiés. A l'évidence, il s'agit là d'un acte politique réfléchi de la part de l'OEA.

Ainsi le tandem fantoche Manigat-Martelly, correspond aux deux nouveaux pions des pays impérialistes, étant donné qu'Edmond Mulet s'était lui-même vanté de les avoir appelés pour leur demander de surseoir à leurs manigances, car ils étaient les deux candidats en tête de la mascarade du 28 novembre 2010. Comment le chef civil de la Minustah avait pu t-il le savoir si ce n'était pas une affaire bien ficelée, programmée et planifiée à l'avance ? De plus, ce n'est pas par hasard ni sans raison que le soir du 7 décembre, juste après les résultats, l'ambassade américaine avait, dans un communiqué, manifesté sa non-approbation du verdict du Conseil Electoral de Préval.

A ce stade, une question majeure se pose. Allons nous accepter d'avaler cette pilule amère à savoir cette mascarade électorale ? D'autres facteurs sont maintenant en lice, en particulier, et surtout, le spectacle bouffon auquel nous prépare la Communauté Internationale soit l'arrivée d'un Michel Martelly à la tête de la Nation haïtienne. Ce n'est pas du fait qu'un Jude Célestin ou qu'une Mirlande Manigat soient meilleurs, loin de là, et ce n'est pas là que le bât blesse. Là n'est pas le problème. Ces deux individus ne sont sans doute pas meilleurs mais l'éventualité d'un Michel Martelly au timon de l'Etat va être un coup de massue au prestige même de la société haïtienne. Martelly c'est l'inacceptable, la décadence totale, absolue, vu qu'il est à mille lieues d'être un modèle voire un symbole pour la jeunesse haïtienne.

Le fait que la Communauté internationale veuille nous imposer un Wyclef ou un Sweet Micky pour dirigeant, c'est une autre façon d'enfoncer davantage l'Etat dans le trou de la servilité à travers des dirigeants marionnettes qui savent toujours comment plier l'échine et dire : « oui patron, ou *yes sir* ».

Nous ne saurions continuer à glisser sur cette pente, ni oublier que si Haïti est à cette croisée des chemins, la Communauté Internationale en l'occurrence, la France, le Canada, le Brésil et les Etats Unis en sont les premiers responsables car en complicité avec la bourgeoisie locale ils ont miné et violé notre souveraineté jusqu'à faire en sorte que pourrissent toutes les structures de l'Etat.

Le fait par Washington de cautionner l'exclusion des masses haïtiennes lors du processus électoral, c'était une façon claire et nette d'assurer l'emprise de l'empire sur l'échiquier politique, afin de continuer sa domination coloniale et par-dessus le marché continuer à piller les richesses du pays. Cela signifie concrètement que les forces progressistes et patriotiques haïtiennes doivent se mobiliser pour que la défense de la nation contre les forces occupantes et coloniales devienne un facteur d'unité. Cette revendication devient à l'heure actuelle impérieuse ! Elle et elle seule peut nous éviter une descente aux enfers avec des charlatans et non pas des dirigeants. Il faut agir vite. Demain, il sera peut être trop tard !

HAITI LIBERTÉ

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email : editor@haitiliberte.com

Website : www.haitiliberte.com

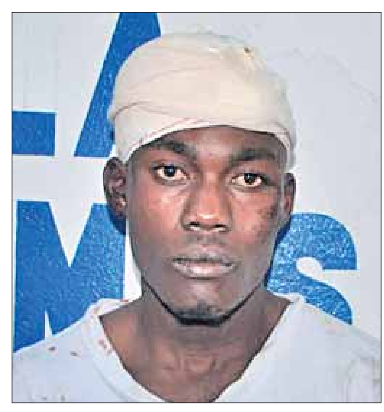
Qu'est-ce qui est à la base de la montée de l'insécurité dans le pays?

Depuis après la publication des résultats préliminaires de la mascarade du 28 Novembre 2010, le phénomène d'insécurité et du banditisme commençait a monté d'un cran dans le pays. Au cours de la fin de l'année 2010, ce phénomène s'empire avec une vitesse incontrôlable, frappant même la porte de l'institution policière et dans le secteur des affaires du Sud d'Haïti. Dans la foulée, plusieurs cas ont été signalés et d'autres ne faisant pas écho dans la presse.

Le vendredi 31 Décembre 2010, les bandits armés ont frappé très fort à la capitale et dans la 3ieme ville du pays, les Cayes, dans le département du Sud. A Port-au-Prince, au Centre de la ville, il était environ midi, à la Rue Jean Paul II, deux bandits circulant à moto ont tiré un homme au volant de sa voiture l'abattant froidement de deux balles. Le corps inerte gisait dans son sang auprès de son véhicule stationné. Un témoin a expliqué cet événement malheureux de la manière suivante : *« Deux individus à bord d'une motocyclette ont jeté le chauffeur par terre et lui ont froidement logé deux balles. »*

Au Cayes, un commerçant très connu, Berlin Aléandre a été assassiné au début de la nuit. Cet assassinat a plongé la ville des Cayes dans la plus vive consternation durant toute la nuit du 31 Décembre. Pour protester contre cet assassinat crapuleux, la Chambre de Commerce et des professions du Sud a lancé 2 journées de grève, le jeudi 6 et vendredi 7 Janvier pour dénoncer la vague d'insécurité qui règne dans le département depuis la publication des résultats de la mascarade du 8 Novembre 2010. Ce mot d'ordre de grève a été largement suivi, paralysant ainsi presque toutes les activités : le grand commerce, les banques, les écoles ont fermé leurs portes. Quant au transport en commun, il a fonctionné au ralenti. Un individu dénommé, Jean Katy Saint-Vil, dénoncé par la clameur publique dans l'affaire de l'assassinat de Berlin Aléandre, a été arrêté et présenté à la presse mardi 4 Janvier dernier.


Berlin Aléandre


Suspect appréhendé dans l'assassinat du policier
(Photo:Watson Joseph/AH/10 jan 2011)

A Port-au-Prince, le mardi 4 Janvier, des bandits armés ont ouvert le feu sur un véhicule, immatricule : 00306, service de l'état à bord duquel se trouvaient deux personnes : un policier, agent 4 de la Police Nationale d'Haïti (PNH), Occène Elvetus, portant l'uniforme de l'institution et un chauffeur de l'Autorité Portuaire Nationale (APN), Wilner Louis pilotant le véhicule. Cet incident regrettable s'était produit à Martissant 17, dans la banlieue Sud de la capitale haïtienne. Cette information a été confirmée par l'assistant porte parole de la PNH, Gary Desrosiers, qui du même coup a annoncé l'ouverture d'une enquête.

Les deux bandits ont eu le temps de prendre les deux armes qui se trouvaient à bord du véhicule de l'APN pour disparaître dans la nature. Entre-temps, de nombreux braquages des clientèles de banque ont été également signalés ces derniers jours. Les agresseurs ont dépossédé les gens de leur argent, une situation dénoncée par plus d'un à la capitale. Cette même situation de braquage a été dénoncée par des petits commerçants au bas de la ville où des individus armés circulaient tout au long de la journée, dans ce centre commercial de la capitale, abandonné depuis le séisme du 12 Janvier par le grand commerce.

De toute évidence, la montée impressionnante de l'insécurité et des actes de banditismes à la fin de l'année de 2010 et le début du 2011 est la conséquence d'abord de la situation socio-économique du pays avec plus de 80% de chômage, comme me disait l'ex-représentant de l'OEA en Haïti, Ricardo Seitenfus : *« Le problème (d'Haïti) est socio-économique. Quand le taux de chômage atteint 80%, il est insupportable de déployer une mission de stabilisation. Il n'y a rien à stabiliser si non que tout à bâtir»*. Ensuite ajoutées à tout cela la situation politique confuse dans laquelle on plonge le pays avec une crise électorale profonde et la distribution massive des armes par le pouvoir dirigé par René Préval avant le scandale du 28 Novembre 2010. Cette distribution d'armes a été hautement dénoncée par l'ex-Premier ministre de René Préval, Jacques Edouard Alexis. Donc, il était prévisible que l'insécurité devrait être augmentée pour continuer à défrayer la chronique dans les prochains jours.

Expulsion plus de 3 mille Haïtiens de la République Dominicaine

Les autorités dominicaines ont procédé au début de l'année 2011, à l'arrestation manu militari de plus de 3 mille de nos compatriotes, dans leurs communautés et village du Nord-Ouest du pays dans le cadre d'une vaste campagne discriminatoire et raciste contre les Haïtiens vivant sur le territoire voisin, sous de fallacieux prétextes de propagation de l'épidémie de Choléra en provenance de l'autre versant de l'Ile. Selon les déclarations rapportées par l'agence espagnole EFE du chef des forces armées dominicaines, le général Carlos Rivera Portes, les migrants haïtiens se sont fait épingler à Restauracion, Mao, Guayubin, Santiago Rodriguez, Montecristi, Loma de Cabrera et Dajabon. Toutes ces municipalités sont situées tout au long de la frontière haitiano-dominicain.

Le groupe d'Appui aux Rapatriés et réfugiés (GARR) et le service jésuite des rapatriés ont énergiquement dénoncé les expulsions forcées des Haïtiens du territoire dominicain. Donc alors le peuple haïtien au-delà de la frontière continue à faire les frais des retombées de l'épidémie de Choléra importée en Haïti par les casques bleus de l'organisation des Nations Unies (ONU), particulièrement les soldats népalais.

Les autorités dominicaines ont poursuivi les Haïtiens jusqu'à la frontière, cette fois-ci il s'agit des petits commerçants haïtiens; elles ont procédé à la fermeture du marché binational d'Haïti et de la République Dominicaine situé dans le Sud-Est du pays dans la commune d'Anse-à-Pitre à Pédernales. Les petits commerçants sont confrontés actuellement à de graves difficultés économiques à cause de la fermeture de ce marché.

Selon leurs dires, beaucoup d'entre eux ont contracté des prêts à la banque et des institutions financières pour mener des activités commerciales, alors que les intérêts n'ont pas cessé d'accumuler, ils n'ont pas pu rembourser leur dette, faute de cette interdiction de vaquer à leurs activités commerciales. Les autorités dominicaines prétendent que ces mesures rentrent dans le cadre de prévention contre l'épidémie de choléra sur leur territoire.

Les représentantes des Associations de femmes et des petits marchands des Pédernales n'ont pas raté l'occasion pour dénoncer le comportement discriminatoire des autorités dominicaines envers les petits marchands haïtiens : *« Cette décision a fortement pénalisé le fonctionnement des activités économiques dans la région frontalière »*, a déploré la représentante de l'Association des Marchands d'Anse-à-Pitre, Crista Jeudy.

Pour sa part, la présidente de l'Association Fanm Vanyan d'Anse-à-Pitre, Rosette Santana a déploré l'installation d'une vingtaine de taudis de façon anarchique dans la zone du marché. Elle demande aux autorités haïtiennes d'assumer leur responsabilité dans ce dossier. Malheureusement un gouvernement comme celui d'Haïti, actuellement boudant toutes les revendications populaires n'entendra jamais les cris de nos compatriotes de l'autre côté de la frontière.

Grave accident de route sur la Nationale # 2: deux morts, une vingtaine de blessés

Dans la nuit du mercredi 5 au jeudi 6 janvier dernier, à Mousignac, première section communale de la commune de Miragoâne, sur la Nationale # 2, l'autobus « Dieu qui décide », assurant le transport Jérémie / Port-Au-Prince, a fait panache dans un ravin, faisant 2 morts et une vingtaine de blessés.

Selon le témoignage d'un des survivants du mortel accident, les freins du véhicule ont lâché. Le chauffeur qui pilotait l'engin comme un fou l'a fait échouer dans un ravin.

_a fait des temps et des temps qu'il ne se passe une semaine sans un reportage d'accident de route en Haïti, très souvent, avec beaucoup de pertes en vies humaines et des mutilés.

Il est temps que l'Etat haïtien prenne ses responsabilités dans ce domaine.

Aboutira-t-on à l'annulation des «élections» du 28 Novembre?

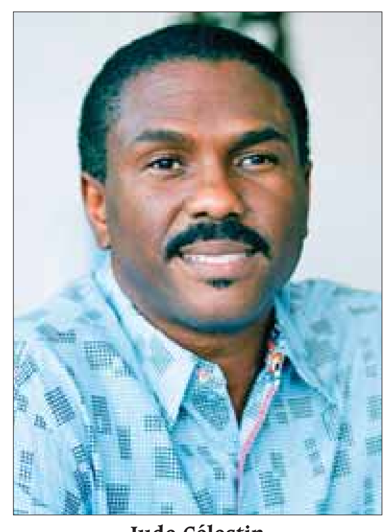
Par Yves Pierre-Louis

Selon diverses sources, la commission technique d'Organisation des Etats-Américains (OEA) appelée par le président René Préval pour évaluer les résultats de la farce du 28 Novembre 2010 a éventuellement mis la dernière touche à son rapport avant sa remise aux différentes instances concernées. Le gouvernement de René Préval et son CEP n'ont pas encore pipé mot du rapport de l'OEA, ce qui fait que tout le monde reste toujours dans l'expectative pour savoir quelles sont les recommandations des « experts » de l'OEA qui veulent à tout prix imposer leur volonté au peuple haïtien.

Une dépêche de l'Agence Haïtienne de Presse (AHP) datée du 8 Janvier 2011 a clairement fait savoir que l'idée de l'annulation des élections aurait été évoquée *« Des sources généralement bien informées ont fait savoir que le rapport, entre autres observations et recommandation, suggérerait que les résultats ne sont pas acceptables et qu'il y aurait lieu d'organiser de nouvelles élections, malgré les dépenses déjà consenties pour le processus en cours dont le coût total devrait se chiffer à 30 millions de dollars US. »* écrit-on.

Pour corroborer cette hypothèse d'annulation, l'Administration d'Obama, à travers le chef du cabinet de la secrétaire d'Etat des Etats-Unis, Cherryl Mills a fait savoir qu'elle est prête à valider les conclusions de la recommandation de l'OEA. Selon Cherryl Mills : *« Si les résultats des travaux de la mission recommandent l'annulation en vue de refaire les élections, nous serons évidemment intéressés à comprendre comment elle a pu parvenir à cette conclusion. »*

Avant de procéder à la remise de leur rapport au gouvernement, au CEP et l'OEA, les experts de l'OEA ont rencontré les organisations de la société civile pour déterminer dans leurs conclusions, si



Jude Célestin

les fraudes et irrégularités massives peuvent influencer ou non les résultats définitifs de ce qui s'était passé le 28 Novembre 2010. L'un des participants à la rencontre a précisé que les experts de l'OEA ont promis d'examiner les conséquences d'annulation des résultats du scrutin controversé du 28 Novembre.

Entre-temps, le groupe des douze et autres candidats aux législatifs, qui continuent à réclamer l'annulation des résultats du 28 Novembre, ont organisé deux sit-in : le vendredi 7 Janvier devant les locaux du CEP à Pétion-Ville pour exiger une fois de plus l'annulation des élections. Ils ont de plus lancé une opération 7 sur 7 pour exiger le départ de René Préval à la tête du pays.

Des voix s'élèvent réclamant que le mandat du chef de l'Etat haïtien s'achève le 7 Février de sa cinquième année, comme le veut la constitution. Le 7 Février est indiscutable, cette date n'est nullement liée à celle de l'entrée en fonction d'un président. D'aucuns disent : *« Si le président René Préval n'abandonne pas le pouvoir le 7 Février prochain, comme le prévoit la constitution, le pays sera plongé dans une crise politique sans issue ».*

Le président du Sénat haïtien, Kelly Clédor Bastien quant à lui se montrait très favorable à une issue heureuse de la crise politique qu'a connue le pays depuis le déroulement de la mascarade électorale. Il a opté pour le dialogue entre tous les secteurs politiques du pays en vue de trouver une solution à la crise post-électorale. *« Personne ne pourra résoudre seul la crise, il faut tenir compte de tous les secteurs, nationaux et internationaux. »* Il a en outre rappelé que la constitution de 1987 est très claire sur la durée du mandat du chef de l'Etat et sur la notion de vacance présidentielle selon l'article 149. La question de l'annulation du 28 Novembre 2010 a déjà été évoquée le même jour, pendant le déroulement de ces farces par 12 des 18 candidats à la présidentielle pour fraudes et irrégularités massives. Constatant le manque de crédibilité et l'incapacité des membres du Conseil électoral provisoire d'exclusion de Gaillot Dorsinvil, le président René Préval sous les diktats de la communauté internationale avait demandé à l'OEA de venir évaluer les procès-verbaux acheminés au centre de tabulation. Jusqu'à aujourd'hui, le rapport de la mission de l'OEA n'a pas encore été rendu public. Le chef de l'Etat sortant, René Préval a fait savoir lundi soir, que le rapport de l'OEA n'est pas encore arrivé à son bureau.

Selon des sources concordantes, il semblerait que le poulain de Préval, Jude Célestin ait été écarté du processus. Après une analyse statistique approfondie, les « experts » de l'OEA ont déterminé qu'ils ne peuvent appuyer ou valider les résultats préliminaires de l'élection présidentielle, publiés le 7 Décembre 2010. Conformément à la vérification le candidat Michel Martelly se trouverait en seconde position avec 22,2% des voix après avoir perdu 7,150 voix jugées non valides. Le Candidat de René Préval, Jude Célestin chuterait à la 3e position avec 21, 9% des voix après l'élimination de 17, 220 voix et le candidat du RDNP, Mirlande Hyppolite Manigat conserverait la première position avec 31,5% des voix après l'annulation de 13,830 voix.



Michel Martelly et Mirlande Hyppolite Manigat



René Préval et le vice-Président de la Cour de Cassation Georges Moïse

Après le constat de milliers de voix invalides, de flagrantes fraudes et irrégularités, la recommandation aurait dû aller en droite ligne à l'annulation. Mais si la recommandation devrait être retenue telle qu'elle circule de façon non officielle, le président René Préval acceptera-t-il de publier le rapport avec la recommandation de l'OEA ?

De toute évidence quelque soit la conclusion de ce rapport, sauf l'annulation, le pays est menacé de plonger dans une crise politique qui coûtera très cher au peuple haïtien. Dès lors, les grandes puissances impérialistes américaine et européennes en auront profité pour asseoir leur domination en maintenant leurs forces d'occupation criminelles, la Minustah sur le territoire d'Haïti.

Chuichui et cache-cache lubin

Par Fanfan La Tulipe

Décidément il y en a qui ont de mauvaises habitudes, des habitudes qui ne meurent pas du reste, parce que tellement enracinées, tellement *kanni*. Elles sont peut-être le fait d'une enfance troublée, d'une adolescence tourmentée. Le pli a été pris très tôt et l'âge avançant, la mauvaise habitude devient un trait distinctif de l'individu, ce à quoi on le reconnaît à cent lieues à la ronde. Dans notre savoureux créole, on parle de *mounn ti mès, ti mannyè, ti koulout, bakoulou, vye rat*. On doit toujours être sur ses gardes avec cette espèce parfois dangereuse, aux mœurs que parfois on voudrait dire corrompues, mais de nature fondalement tikouloutique et bakouloute.

Un trait caractéristique du bakoulouteux c'est son comportement cachotier. D'ailleurs, il parle peu. Il ne vous dit pas ses affaires, d'autant qu'il est méfiant, soupçonneux et ombrageux, autres marques de fabrique de l'animal. Le proverbe *afè nèg pa piti* s'applique parfaitement au mec, et vous n'aurez même pas remarqué comment *janm kanson l jis*. En campagne électorale - si c'est un politicien - il dit peu, même, il ne promet rien tellement sa bakoulouterie est perverse. Il laissera parler d'autres à sa place qu'il laissera s'échauffer, s'exciter, s'exalter pendant que lui il rit sous cape, il rit dans sa barbe - s'il en a une - tout en pensant secrètement : qu'il a donc une tête d'idiot ! En voilà un que je manipulerai à ma guise, le moment venu.

Retors, il n'y a pas comme lui. Il peut voir crever quelqu'un tout près de lui, c'est une crevaison qui ne le concerne pas si la personne n'est pas de son petit monde, de son petit cercle restreint. Il n'a affaire qu'avec ceux de sa classe, de son rang, de son clan, de son sérail. Comme il est peu loquace, cachotier, il est plutôt hypocrite et se livre à peine. Il cultive le *chuichuichui* qui vous laisse dans le doute, dans l'incertitude, dans l'imprécision, dans l'attente, et comme il se plaît et se complaît dans cette culture chuichuichuite, il ne s'engage à rien, fait le mort pour ne pas prendre ses responsabilités même quand il est un adulte d'un bel âge.

Cet individu aux manières et pratiques tikouloutes prend un plaisir sadique à jouer à cache-cache lubin avec vous, une façon de dire que vous ne savez jamais à quoi vous en tenir avec lui. Il vous roulera, vous enfarinera, vous pétera, dépétera, repétera, parce que l'animal est faux. Il vous laissera l'impression (perfide) qu'il est votre meilleur ami, votre meilleur allié, votre *mon konpè*, même votre *marasa*, mais prenez garde c'est un hypocrite dans l'âme, un faux jeton. Il prendra son temps, tout le temps qu'il faudra pour vous administrer le premier coup fourré, le premier sale coup et le dernier coup qui tuera proprement le coucou.

Comme le bonhomme ne se livre pas ou se livre si peu, son entourage est réduit à spéculer, à donner dans le chuichuichui : oui, il se propose de faire ci, non il fera sans doute ça. Et c'est un aller et venir chuichuitant qui n'en finit pas si l'on veut en avoir le cœur net. La chuichuitance alimente les conversations, donne donc de l'importance au mec qui se rit des chuichuitants et de leurs spéculations. Quand on croit l'avoir cerné au carrefour de ses dernières tikoulouteries, il fond comme du beurre, il devient insaisissable, se dérobe, jouant à cache-cache lubin.

L'homme est non seulement un maître homme il est aussi un *mètdam* et maître des armes secrètes que sont les manigances boueuses et les petites combines de bas étage. Grâce aux *chuichuichui* qu'il fait répandre par ses hommes de main qu'il paie grassement, il arrive à désarçonner l'adversaire en lui flanquant un coup inattendu, généralement un *kout pa konprann*. Ce qu'il est malin, rusé, fourbe, sournois ! *W a sounwa pa w*. Finalement sous ses dehors tikouloutants, c'est un homme à craindre.

A la vérité, je semble depuis le début parler en parabole. Men, *kòm mwen pa Jezi*, mes paraboles devraient être plutôt claires. Les lecteurs et lectrices ont dû reconnaître au fil des paragraphes et des mots «Un Tel» qui ressemble pas mal à l'énergumène décrit plus haut. N'a-t-on pas reconnu ce président qui joue à cache-cache lubin avec la population depuis le 28 novembre dernier et même avant : Président



L'homme est non seulement un maître homme il est aussi un *mètdam* et maître des armes secrètes que sont les manigances boueuses et les petites combines de bas étage

Un Tel. On se rappellera que lors de sa campagne électorale en 2006, il disait si peu et durant une tournée dans le sud su pays il avait laissé la parole juste à quelques membres de son entourage, particulièrement à un musicien proche de lui et qui l'accompagnait, et que je ne nommerai pas parce que je ne suis pas dans les *chuichuichui*.

On se rappellera aussi sa drôle de façon de se dérober en demandant aux gens de le regarder dans les yeux, oui, *gade m nan je* pendant que ses yeux à lui sont ailleurs. Faux comme un jeton ? Mais oui. Lui demande t-on (au tout début de son mandat) s'il fera revenir Aristide ? Sournois, hypocrite, traître, *vye rat, ti koulout, bakoulou*, il répond - avec raison et précision- que bien sûr la Constitution le permet à Aristide, «*nenpòt ki lè*». Perfide, *ti mannyè*, il démantèle des partis politiques en leur prenant des membres influents qui se discréditent, se laissent coopter et acheter après que grâce à des *chuichuichui* habilement répandus il les a attirés dans ses filets et avant que les mecs n'aient dit *kwik* ils sont morts raides à l'intérieur d'un parti créé de toutes pièces pour satisfaire les bakoulouteries de Monsieur.

On sait comment il a joué à

Suite à la page (17)

12 Janvye 2010-12 Janvye 2011: Ki leson nou dwe tire?

Madi 12 Janvye 2010 la, vè 4 trè 53 minit, yon gwo tranblemanntè, ki te mezire 7.3 sou lechèl Ritchyè frape peyi Dayiti pandan 35 segonn. Se 3 depatman ki te plis frape : Lwès (Pòtoprens) Sidès (Jakmèl) ak Nip (Miragwan). Tranblemanntè sa a te detwi 30 pousan kay nan Pòtoprens, kapital Ayiti ; 80 pousan kay nan Leyogàn ak 50 pousan kay nan Jakmèl. Tranblemanntè 12 Janvye a te touye plis pase 300 mil moun e lage plis pase yon milyon Ayisyen nan lari. Pandan premye moman katastwòf sa ki te dire plizyè jou ni dirijan yo nan Leta ayisyen an ni sòlda Loni yo nan Minustah pa t pote sekou bay viktim yo, se Ayisyen yo ki te òganize yo pou yo te wete fanmi yo anba dekonm yo. Leta a pa t egziste, prezidan Preval pa t janm di yon mo, popilasyon an te lage pou kont li. Etazini te debake nan Ayewopò Toussaint Louverture an, pran kontwòl li, anpeche avyon fransè ak Venezyela pote sekou bay viktim yo.


Yon lane aprè, viktim yo toujou rete bandone, anyen pa janm fèt pou yo, yo toujou ap viv anba moso dra sal, moso tòl chire, kote lapli ap mouye yo epi solèy ap seche yo, nan ma labou, dlo santi, fatra, movèzodè grangou ak mizè fin depafini yo

Touswit aprè tranblemanntè a, yon latriye òganizasyon non gouvènmantal (ONG) swadizan antre nan peyi a pou vin pote sekou ak èd imanitè bay viktim yo. Premye minis ayisyen an, ki se anmenmtan minis Planifikasyon ak koperasyon ekstèn, yon ministè ki la pou rekonèt ONG yo epi kontwole aktivite yo nan peyi a, te fè konnen, anvan katastwòf 12 janvye a te genyen 4 mil ONG an Ayiti, aprè tranblemanntè a te vin genyen 10 mil, ki di yo vin pote èd imanitè bay viktim yo. Plizyè milya dola deja depanse.

Aprè yon lane, yon milyon 500 mil viktim yo toujou rete abandone nan lari a, nan kan yo, sou plas piblik yo, anyen pa janm fèt pou yo, yo toujou ap viv anba moso dra sal, moso tòl chire, kote lapli ap mouye yo epi solèy ap seche yo, nan ma labou, dlo santi, fatra, movèzodè grangou ak mizè fin depafini yo.

Yon lane apre se sèlman 2 pousan dekonm ki rive ranmase nan Pòtoprens, dekonm melanje ak fatra defigire imaj kapital la. Anplis sou malpwòpte k ap nwi sante popilasyon an, sòlda Nasyonzini yo pote maladi Kolera a, k ap touye moun nan 10 depatman peyi a. Epidemi sa a deja touye plis pase 3 mil Ayisyen epi voye plis pase 200 mil lòt al kouche sou kabann lopital. Maladi Kolera a kòmanse touye Ayisyen nan mwa Oktòb 2010 la e nan menm fen ane sa a, prezidan peyi a, René Preval ak kominote entènasyonal la, (ONU, OEA, KARIKOM, Union Européenne, Etats-Unis, La France, Canada) kreye yon kriz elektoral, ki debouche sou yon kriz politik ki vin agrave sitiyasyon malouk pèp Ayisyen an.

Se nan kontèks sa a, pèp ayisyen an ap komemore premye dat madichon sa a nan listwa peyi a. Mèkredi 12 janvye 2011 lan, plizyè sektè, bò kote pa yo prevwa òganize tout kalte aktivite pou make dat sa a pèsonn moun pa ka bliye. Gouvènman Preval Bellerive la deklare mèkredi 12 la jounen dèy sou tout teritwa a mete kanpe yon komisyon entèministeryèl pou komemore 12 Janvye a, yo prevwa òganize divès aktivite sòti 11 pou rive 30 Janvye. Nan 3 depatman peyi a ki te plis viktim anba katastwòf 12 Janvye a. Pami aktivite yo, madi 11 Janvye a yon mès te chante nan memwa tout viktim yo, nan Legliz Saint Christophe, nan zòn Titanyen, kote yo t al jete kadav yo. Mèkredi 12 a, Achiv nasyonal louvri yon rejis enskripsyon lokal sa a, lansman yon pwojè demagojik pou konstwi kay sou Fò-Nasyonal, yon seremoni tèt ansanm relijye sou chanmnas, yon minit silans pou tout viktim 12 janvye yo alè presi 4 trè 53 minit. Viktim yo ki regwoupe yo nan « Inisyativ Rezistans kont Ekspilsyon Fòse deplase Entèn yo » ap make dat fatidik sa a sou tèm : « Yon lane aprè, nou pap dòmi bliye ». Nan yon konferans pou laprès responsab komite Kan yo te bay jedi 6 Janvye a, yo te kritike gouvènman Preval/Bellerive la, ONG yo kominote entènasyonal la k ap fè sèlman lajan sou do viktim, pandan moun nan Kan yo ap trinen nan lari a kote dwa yo pa respekte kòm viktim yon katastwòf natirèl.

« Nou menm, komite kan, òganizasyon ak estitisyon ki ekri nòt sa a, san nou pa voye jete tradisyon kiltirèl nou, nan plas bòn ane, nou pito swete tout moun nan mas popilè yo, espesyalman viktim katastròf 12 janye yo, anpil fòs, detèminasyon ak kouraj pou kontinye batay ak leve kanpe pandan tout lane 2011 lan. Pou batay la

Ale nan paj 18

Rekiyèm San


Jerson Philippe yon jounalis Ayiti Libète

Yon madi madichon san zatann, pandan kèk grenn segonn, lame lanmò debake brid sou kou pote boure sou lavi plizyè santèn milye frè n ak sè n ak pitit lòt nasyon. Nan ribanbèl piyay lanmò alagouj sa a, gen nanm plizyè santèn milye patizan ki fware la pou la san yo pa gen tan bat ladobat. Rekiyèm San, se yon dyakout lonè ak tout yon siyoka debòde ak respè pou pousyè memwa nanm sila a yo ki toujou rete ap siyonnen arebò chimen lavi a. Konsa se ak yon dikdal lonè respè nou dedye Rekiyèm San sa a pou memwa patizan nou ak kolaboratè nou Jerson Philippe. Kanmarad Jerson, se pou pousyè nanm ou retounen vin goumen kont zagoloray bonbonyen abolotcho tout plimay ONG zagribay ak politisyen awousa, elit tilolit zantray bokit, entèlektyèl makrèl, pou Ayiti ka byen yon jou pou jou ka jou nan tout lakou anvan douvanjou kase bajou pou l al nan randevou ak koukou.

Yon madi madichon
Yon madi giyon
Yon madi pichon
Yon madi pèsekisyon
Yon madi tribilasyon
Yon madi ekspedisyon
Madi lanvè revolisyon
Yon madi ki pat bon
Yon madi tou won
Yon madi san fon
Yon madi vonvon

Yon madi atoufè
Priyè malè malfèktè
Priyè malè raketè
Priyè malè atoufè
Fondasyon ONG vètè
Bouyon mimi GNB malè
Mare konplo malfèktè
Priye sou lotèl lisifè

Yon madi malè
Yon madi doulè
Yon madi madoulè
Yon madi tout koulè
Yon madi kalvè
Yon madi lanfè
Yon madi lisifè
Malè trableman tè
Desann sou latè
Ayiti ki nan malè
Deboulonnen malè
Ak yon flonn doulè
Ak yon ribanbèl kalvè
Pepinyè simityè

Yon madi lame
Yon madi ONG
Yon madi kontrebandye
Yon madi tè tranble
Yon madi ane pase
Yon madi ki fè n pase
Sa n pase n pap bliye
Se sa sandal malere
Po ko janm ka pase

Yon madi ki ale
Yon madi trepase
Yon madi n pap bliye
Tè Ayiti voye pye
Pòtoprens chofe
Jakmèl balanse
Yogann dodine
A a a nanm gaspiye
Nanm moun anfrajele
Nanm moun pase ale
Souf dikdal moun sefwe
Lame lanmò debake
Prita moun pa milye
Pa plizyè santèn milye
Ekspè pa ka konte

Yon madi lame
Yon madi ONG
Yon madi GNB
Entèlektyèl velekite
Politisyen mafweze

Yon madi Linikite
Yon madi tèt kale
Yon madi dlo nan je
Eskonbrit lanmò debake
Ayiti chavire nèt ale
Jèm lespwa n fware
Lespwa n chanboule
Lanmò tout kote
Jèm lespwa n velekite

Lonè respè elatriye
Pou nanm ki trepase
Pou nanm ki ale
Pou nanm ki fware
Pou nanm ki trepase
Pou nanm ki chavire
Anba tant tout kote
Pou nanm ki blese
Pou nanm ki sefwe

Yon madi 12 janvye
Yon madi patann te
Yon madi tèt kale
Lakwa lanmò ret kwoke
An kwa l ret antrave
Matris lanjelis anpetre
Matris lanjelis wouye
Matris li dekonstonbre
Lanjelis pat ka akouche
Lezo lanjelis pat kase
Se doulè l t ap kòdasè
Tèt aswè te ret kwoke

Abolotcho nan ONG
Manche chaplè priye
Pou flonn mizè debake
Pou flon lanmò pote boure
Flonn lanmò malè elatriye
Fondasyon zagoloray tete
ONG zenglendo plezire
Kolektif entèlektyèl fete
Lajan powo pral debake
Kolonn milya milye
Nan pòch palto otorite
Pou asosiyasyon visye
Oganizasyon lamè move
Bon jan zenglendo etranje
Ekspè nan koupe rache
Koupe rache boloze
Sou zo bwa tèt mizèrere
Malere malè trangle
Ki kouvri ak malsite
Nan kalvè malè pandye
Nan ma labou tout kote
Anba tant elatriye

Yon madi kalvè
Yon madi mizè
Lame lanmò fè vè
Lame lannmò kou vètè
Ki boujonnen dèyè watè
Avantay pou gwo vòlè
Ak ONG sanginè
Fondasyon raketè
Koperan atoufè
Ekspè malfèktè

Ale nan paj 18

Radiographie d'une presse réactionnaire, jadis progressiste

«Le simplisme, un mal sociologique à éradiquer»

Pierre Bourdieu

Par Joël Léon

Les émeutes de trois jours qui avaient saccagé le pays après la proclamation des résultats du premier tour des élections du 28 novembre tiennent encore le pays entier en alerte. Ajouter à cela, le choléra et le quotidien morose des citoyens appauvris tous pris en otages. Tout effort de sortir de ce train-train journalier exige un surplus d'effort humain qui, très souvent manque au commun des mortels. En ce sens, je vais aborder un sujet essentiel qui m'a toujours tenu à cœur à propos d'Haïti : la presse haïtienne et son comportement à travers les événements de 2004 qui ont conduit au coup d'état contre Aristide, suivi de l'occupation du pays et, celui de l'après 5 Décembre 2010.

Nous rêvons encore de la presse militante proche du peuple qui fleurissait après la fin de la dynastie duvaliérienne, longtemps avant de sombrer dans la vacuité morbide de la dominance, sous le charme des sirènes de la presse globale, dite de référence. En peu de temps, le champ médiatique a subi deux transformations fondamentales, la première était due au fait des tentatives dictatoriales de l'armée d'Haïti défunte qui, a chaque coup d'état expulsait volontairement ou non des journalistes engagés en exil. Ces travailleurs de presse subissaient les retombées d'une politique globale antipopulaire mise en œuvre dans les états en transition démocratique. Dont l'essence était de vider le pays du mouvement populaire. L'USIS fut le pilier de cette politique qui consistait à grossir hors du pays un nombre imposant de journalistes vedettes qui peuplaient les media du pays. Ernst Laventure Edouard, allias « Moloskot », fut parmi les premières victimes d'une longue série. Après quoi, on rejoint Marcus Darbouze et Plaisimond

La deuxième transformation est le fait que bon nombre de journalistes engagés ont réussi leurs « transfert de classe ». Marvel Dandin et Liliane Pierre-Paul sont deux exemples typiques de journalistes transformés en patrons de presse, à partir de ce moment ils partagent les mêmes intérêts socio-économiques que les nantis traditionnels, exploitant leurs salariés en vue de maximiser leurs profits, même s'il faut admettre la particularité de l'industrie médiatique dans le tiers-monde qui n'est pas aussi riche comme ailleurs. D'autres, comme Daly Valet, Valery Numa, Marie Lucie Bonhomme ont pénétré le cercle classique de la classe moyenne communément appelée aux Etats-Unis « American dream ». A la manière des grandes capitales occidentales, la presse haïtienne est capitalisée. Les riches s'approprient la totalité écrite, à l'exception des hebdomadaires haïtiens édités aux Etats-Unis : Haïti Liberté, Haïti en Marche, Haïti Progrès et Haïti Observateur. Les stations de radio ont connu une vague de mainmise aussi, pour la plupart, sous la présidence même de Jean B. Aristide. Les plus puissantes, telles que : Vision 2000, radio Métropole, Signal FM ayant une couverture nationale, sont les produits de grands investissements venus du secteur le plus réactionnaire de la classe dominante, notamment les Boulos et compagnie. Ces medias, pendant tout le mouvement GNB, avaient démontré leurs capacités à faire et défaire les gouvernements en Haïti, prérogative constitutionnelle jusque-là confiée aux citoyens haïtiens. Les medias sont carrément passés à une vitesse supérieure en passant du stade de 4[eme] pouvoir à celui de 1[er] pouvoir. Dans ce même groupe de transfuges, il y a ceux-là qui ont abandonné le métier pour rejoindre le train de la richesse facile qu'est le pouvoir politique. Ils sont devenus ministres, conseillers à la présidence, secrétaires d'Etat, députés, maires

Toutefois, il faut reconnaître le rôle joué par Radio signal FM depuis la période post-sismique du 12 Janvier 2010 jusqu'à maintenant. Ces confrères de la presse ont été magnanimes en cette occasion, particulièrement pour ceux vivant à l'étranger. Signal FM constituait un fil de vie qui symbolisait encore l'existence d'Haïti comme nation.

Le paysage politique haïtien s'est recyclé à droite a partir de l'année 2000. C'était le commencement d'une nouvelle ère, des leaders politiques haïtiens de « gauche », tels que : Gérard Pierre-Charles, Paul Denis, Sauveur Pierre Etienne, Turneb Delpé et des organisations de la société civile paradaient à Washington main dans la main avec le sénateur Jess Helms et autres ultraconservateurs de la politique américaine. Max Bourjoly, ancien numéro deux du PUCH, a souhaité la présence des troupes d'occupation dans le pays pour au moins vingt cinq ans. Les medias, eux aussi, ont subi cette même influence. Les journalistes haïtiens avaient aussi défilé dans la capitale fédérale dans des séminaires bidon, des séances de formation au rabais et des tours inutiles. Sous la baguette droitière de Stanley Lucas, ancien représentant de l'IRI en Haïti. Des dizaines d'étudiants ont parcouru Washington avec leurs hamburgers en mains scandant que « je suis heureux ». La droitisation à outrance de la classe moyenne a permis de récupérer un espace sociologique jusque-là jalousement tenu entre les mains des animateurs du mouvement populaire. Les journalistes d'aujourd'hui n'ont plus Gasner Raymond, Pierre Petit et Richard Brisson comme leurs modèles. Ils veulent devenir Peter Jennings, Tom Brokow et autres présentateurs américains. Ils s'identifient à M. Ménard de Reporters Sans Frontière, une organisation financée par le parti républicain américain, en guise de renforcer institutionnellement les organisations médiatiques locales. D'où le début du culte réactionnaire dans les media locaux. Le journaliste haïtien a toujours été vénéré, mais dans des conditions modestes et solidaire de sa classe.

Je me souviens encore, après le massacre de saint Jean Bosco de 1989, de Liliane Pierre-Paul pleurant sur les ondes en diffusant les nouvelles sur l'état de santé de la mère de la petite fille, baptisée Esperanta pour sa protection, elle qui fut perforée dans le sein de sa mère par les bourreaux de Franck Romain à l'intérieur même de l'église martyre. En écoutant les nouvelles on pouvait sentir la douleur des journalistes face aux répressions systématiques dont était victime le peuple des bidonvilles et de la paysannerie. Les medias étaient en phase avec le quotidien des masses haïtiennes. Les braves des organisations populaires furent reçus en héros dans les salles de nouvelles. Les dirigeants de la plateforme des organisations populaires de Carrefour-Feuilles : Wilfrid Destin, Jean-Claude Lubin, Tissaint Eralien, Patrice Laporte étaient appréciés partout par les journalistes qui voyaient en eux des combattants de la liberté. Il fut un temps, la presse était digne, les journalistes étaient encore haïtiens.

La capitalisation, tellement féroce, prend la forme scélérate de la corruption. Les missions diplomatiques utilisent la distribution de visas pour tenir journalistes et officiels sous leurs coupes. A des moments donnés, ils frisaient l'exagération en inventant des histoires de kidnapping ou de persécutions politiques pour l'obtention du droit d'asile. On les rencontre trop nombreux dans les ministères, pas pour interviewer des responsables mais à la recherche de moyens financiers personnels ou faveurs pour leurs proches. La noblesse du métier est en chute libre.

Toutefois, il faut admettre que la presse haïtienne est académiquement mieux représentée aujourd'hui qu'avant. Les journalistes haïtiens sont mieux éduqués que leurs prédécesseurs, mieux préparés techniquement, encadrés d'équipement moderne et jouissant des dernières technologies. Paradoxalement, cette nouvelle réalité coïncide avec une dérive patriotique et nationale, au fur et à mesure que le métier est plus savant la réaction s'impose d'avantage. Le reporter a seulement un job qu'il exécute dans la plus grande froideur, il y a un excès professionnaliste qui le vide de sa responsabilité citoyenne, ce qui favorise le statu quo et l'étranger. Par exemple, l'occupation du territoire national est acceptée, l'immixtion journalière des missions diplomatiques dans les affaires haïtiennes n'est plus mentionnée. Quand l'ambassade américaine envoie une note à la presse, elle est diffusée incessamment et commentée en même temps partout comme s'il s'agit d'un ordre venu du maître des lieux. Les termes empruntés à la grande presse raciste internationale tels que : Haïti, entité chaotique ingouvernable, Haïti espace de non-droit etc. sont convertis en les leurs, ils les répètent comme des perroquets alors qu'ils sont pourtant très dégradants à l'endroit de leurs propres peuples. Ils n'ont plus ce sentiment d'appartenance qui portait les journalistes d'hier à prendre toutes sortes de risques.

Je vis aux Etats-Unis depuis 17 ans, aucune presse n'est plus patriotique que celle de ce pays. L'attentat meurtrier du 11 septembre avait clairement démontré les limites de l'indépendance de la presse. Les medias étaient militarisés et s'autocensuraient. Tout journaliste non-conformiste était réduit au silence ou viré ipso facto, Dan Rather et Bill Maher peuvent en témoigner. C'était la

Suite à la page (8)



Liliane Pierre-Paul de Radio Kiskeya et Konpè Filo de Radio Ginen



1 De gauche à droite Frantz, Stanley Lucas, ancien représentant de l'IRI en Haïti et Jean Monard de Ranmasse



A partir de la droite Stanley Lucas de l'IRI, après une session de formation avec les dirigeants de la Coalition FUSION entre autres Rosny Smarth, Victor Benoît, Claude Roumain, Serge Gilles, Daniel Supplice, Robert Auguste, Pradel et Alvarez, Beauzile à Washington

AVIS

Mme Louis C. Bonheur Luxamar, née Rachelle Fondechaine, identifiée au numéro de sa carte d'Identification nationale **003-943-875-2**, demeurant et domiciliée à Port-au-Prince, ayant pour avocat Me Patrice Florvilus avise au public en général et au secteur commercial en particulier qu'elle n'est plus responsable ni de près ni de loin des transactions de son époux, Louis C. Bonheur Luxamar, en attendant l'aboutissement d'une action en divorce à lui intentée sous peu.

Rachelle Fondechaine
Me, Patrice Florvilus, Avocat

Jérémie: La Minustah ne répond pas à l'appel de la population!

Par Yves Pierre-Louis

Dans l'après-midi du mardi 4 Janvier 2011, un incendie a éclaté au local de l'ancien Lycée Nord Alexis, situé à l'angle Rues Nord Alexis et Monseigneur Beaugé à Jérémie, Sud'Ouest d'Haïti. Le stockage de carburant de toutes sortes dans des récipients serait à la base de cet incident destructeur. Vue l'absence d'un service de sapeur-pompier à Jérémie, la population a fait appel aux casques bleus de l'ONU, ces soldats de la Minustah, basés dans celle ville, pour venir essayer d'éteindre le feu, ils n'ont tout simplement pas répondu au cri de détresse de la population; entre-temps le feu incendiaire a eu le temps de consumer cinq maisons contiguës. C'est seulement après la destruction totale de ces maisons que les soldats de l'ONU ont fait leur apparition pour documentation photographique.

La population qui était en colère a hâtivement lancé des jets de pierres à l'endroit des soldats des forces d'occupation de l'ONU qui ont à leur tour répliqué en lançant des tirs et de bonbonnes de gaz lacrymogène sur la population. Le bilan s'était soldé par 3 blessés du côté de la population et 2 autres du côté de la Minustah.

Cet incident regrettable prouve une autre fois de plus que la Minustah est une force d'occupation répressive au service des grandes puissances impérialistes américaine et européenne.

Les casques bleus de l'ONU ne sont pas là, dans le pays pour aider le



La Minustah a, en outre amplifié le fardeau du peuple haïtien avec l'incursion de Choléra qui continue à faire rage au sein de la population

peuple haïtien, comme on veut le faire comprendre. Ils sont présents en Haïti pour réprimer toute protestation populaire et conduire ainsi le pays là où il se trouve actuellement avec tout son lot de misère et d'épidémie.

Ricardo Seitenfus, l'ex-représentant de l'OEA en Haïti a su bien définir le rôle de l'ONU sur la terre de Dessalines : *« Pendant deux cents ans, la présence des troupes étrangères a alterné avec celle de dictateurs. C'est la force qui définit les relations internationales avec Haïti et jamais le dialogue. Aujourd'hui, l'ONU applique aveuglement le chapitre 7 de sa charte, elle déploie ses troupes pour imposer son opération de paix. On ne résout rien, on empire. Haïti a été l'objet d'une attention négative de la part du système international. Il s'agissait pour l'ONU de geler le pouvoir et de transformer les Haïtiens en prisonniers de leur propre île. »*

Par ailleurs, l'Organisation Féministe, Solidarité des Femmes Haïtiennes (SOFA) dans une note de presse datée du 5 Janvier 2011 demande à l'Etat haïtien de traduire la Mission des Nations-Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH) par devant le Tribunal Pénal International (TPI) pour crime contre l'humanité, par le fait que les casques bleus de l'ONU ont importé l'épidémie de Choléra sur le territoire d'Haïti. Toutes les hypothèses ont conclu que le Choléra a été introduit en Haïti par les soldats du contingent Népalais. Donc la responsabilité de Choléra qui ravage la société haïtienne incombe en tout état de cause à l'ONU.

Malgré toutes les accusations dont fait l'objet la présence des casques bleus de l'ONU en Haïti, le représentant permanant de la Bosnie Herzégovine et président du Conseil de sécurité de l'ONU pour le mois de Janvier 2011, Ivan Barbalie a présenté mardi 4 Janvier, le programme de travail du Conseil. Il a d'emblée demandé aux membres du Conseil de rester prêts à agir en ce qui concerne : *« Le Soudan, la Côte d'Ivoire et Haïti. »* De plus, il a rappelé qu'il est important de regarder la situation sur le terrain dans une perspective politique.

A cette fin, Ivan Barbalie a fait savoir que le 20 Janvier, le Conseil de sécurité étendrait son exposé sur le développement politique dans le contexte post-électoral sur la base duquel, il pourrait être amené à envisager une augmentation des troupes de la Mission des Nations-Unies pour la stabilisation en Haïti. *« Il est du devoir du Conseil d'assurer le bon fonctionnement de la mission et ce, dans l'intérêt de tous les Haïtiens. »* a-t-il déclaré. Voilà donc une mission qui prétend être venue travailler dans l'intérêt de tous les « Haïtiens », alors que la population haïtienne était à maintes occasions face au danger de mort, comme la catastrophe du 12 Janvier 2010, l'incendie à



Ivan Barbalie le représentant permanant de la Bosnie Herzégovine et président du Conseil de sécurité de l'ONU pour le mois de Janvier 2011

Jérémie la semaine dernière, alors que la Minustah ne lui a apporté aucun secours. La Minustah a, en outre amplifié le fardeau du peuple haïtien avec l'incursion de Choléra qui continue à faire rage au sein de la population. Au lieu d'enlever ce colis encombrant, ces déchets toxiques qui contaminent, qui tuent le peuple haïtiens, le président du Conseil de sécurité, Ivan Barbalie a eu l'audace d'envisager de demander d'envoyer d'autres troupes en Haïti. Le peuple haïtien à son tour demande aux membres du Conseil, comme celui de la Chine d'accuser une fin de non recevoir à cette demande et ce pour le bien être et l'émancipation de la population haïtienne.

Suite de la page (7)

raison d'Etat, fille de la sécurité nationale qui s'imposait à tous, en premier lieu aux medias.

Les émeutes éclatées après la publication des résultats préliminaires du 28 novembre dernier par le CEP ont été rapportées marqués au coin du superficiel et du sensationnel. Les salles de nouvelles, apparemment, n'analysent plus les événements politiques. Martelly, chanteur de compas direct, a été mis devant la scène comme si tous les protestataires étaient membres du parti bidon « Repons peyizan ». Et pourtant, il était clair dans les esprits que le peuple en a marre de l'équipe gouvernementale, et que « Ti Simone » n'était rien d'autre qu'un alibi ou une raison opportuniste pour faire éclater leur colère face a un pouvoir vassalisé. Sur les 4.712.693 inscrits, seulement 1.074056 avaient voté le 28 novembre dernier, c'est-à-dire moins d'un tiers, soit environ 25% de l'électorat a pris part au scrutin. Considérant la grande foule qui envahissait les rues pour exprimer leur ras-le-bol, la différence était patente. Elle était quatre fois supérieure au nombre des votants, et pendant trois jours et trois nuits, les rues des dix départements géographiques du pays étaient occupées en permanence.

Michel Martelly à qui on veut accorder la paternité des protestations n'a pas pu dépasser le seuil des 234617 votes au cours de la journée électorale émaillée d'incidents malheureux. Si pendant la campagne électorale aucun parti ou candidat n'avait pu réunir la grande foule, il serait insensé d'assigner les protestations postélectorales à un quelconque candidat. D'ailleurs, tous les observateurs étaient unanimement d'accord pour dire qu'il n'y avait eu aucun engouement électoral proche de celui du 16 décembre 1990. Et pourtant, les protestataires étaient si nombreux dans les rues qu'ils rappelaient la manifestation de joie du 17 décembre 1991. Le travail de la presse devrait d'analyser cette situation afin de permettre une meilleure compréhension de la mascarade du 28 novembre.

Préval a tout fait pour qu'il soit perçu par le peuple comme un emmerdeur. Cependant, il faut comprendre l'acharnement de la droite contre son pouvoir. Paradoxalement, René Preval a débordé la droite classique haïtienne vers la droite, à la manière de l'ancien ailier droit de l'équipe de football Victory, Jean Michel Malenkov. En d'autres termes, le président a récupéré l'audience politique des partis traditionnels, il est devenu le chouchou légitime de l' « american establishment ». Tout ceci, pendant une courte période, il a acculé les traditionnels alliés de Washington à l'orphelin, ce que les perpétuels chefs de partis ne lui pardonneront jamais. Voila ce que les journalistes haïtiens, pour la plupart, n'arrivent pas à communiquer à leurs lecteurs ou auditeurs. En une approche simple et intelligible, les problèmes de fond sont sacrifiés au profit de haine anti-lavalas et des valses électorales. Il y a une carence de journalistes d'opinions capables d'aider à déceler ce que l'américain appelle « inférence », c'est-à-dire les non-dits. Tout est conjoncturel dans les analyses, ce qui conduit à une sorte de climat disparate au niveau de l'opinion publique haïtienne. C'est le culte de l'information au détriment de la formation, c'est la fin du relatif et la dictature du manichéisme ou le « noir et blanc ». La perspicacité qui portait Gasner Raymond à enquêter l'exploitation des ouvriers du ciment d'Haïti n'existe plus chez les confrères.

Dans les salles de nouvelles c'est l'autocensure totale. Chaque responsable politique a sa clientèle au sein des organes de presse, on a vu avec tristesse des commentateurs politiques faire l'apologie des dealers de drogue connus. Ils vont jusqu'à utiliser leurs micros pour pressurer des juges à prendre des décisions juridiques favorables à des corrompus de l'administration publique ou des trafiquants de drogue, pourvus qu'ils soient payés. Entretemps, on interdit le micro aux dirigeants d'organisations de base non-attachés à une organisation gouvernementale. Sous des formules fallacieuses de « chimères », on les définit comme des violents, ainsi on a expulsé du débat national la majorité du peuple haïtien. Il fut un temps où les journalistes marchaient droits et fiers (*walking tall*) dans leurs quartiers, ce temps est révolu.

A coté de ceux qui utilisent leurs positions de directeurs d'opinions pour promouvoir leurs agendas personnels, il y a ceux-là qui conservent encore dignement leurs positions de proximité au peuple haïtien. Ils travaillent dans des conditions extrêmement difficiles, avec peu de moyens ils réalisent des reportages extraordinaires, ils ne sont fils de personnes, sinon que de leurs consciences. Les correspondants des medias des villes de province restent fidèles à cette grande tradition de journalistes engagés dans la défense des paysans pauvres. Et, ils sont solidaires de leurs origines sociologiques, malgré vents et marées ils continuent d'être les proches des plus vulnérables de la société haïtienne en face des riches latifundistes et autorités cupides qui font la loi dans les zones inaccessibles. Ils sont les véritables héros et héritiers des grands travailleurs de presse qui ont toujours marqué l'histoire de cette noble profession.

"Saving Grace": Celebrating the Status Quo Ante



Salnave Philippe-Auguste's "Birds and Flowers" was part of the "Saving Grace" exhibit

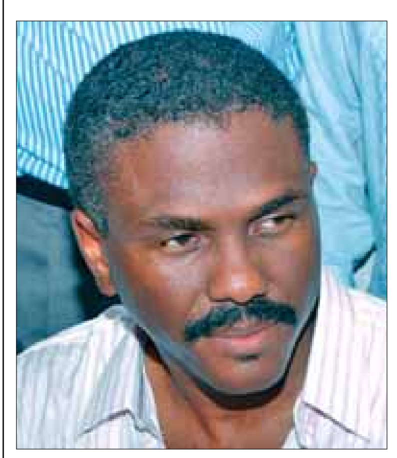
By André Juste

(The last of three installments)
The following review was written about an exhibition that ran from Oct. 1 - Nov. 24, 2010 in New York.

If the doubling of artist as performer is more subtle in Jean-Claude Legagneur, it's no less evident. Like Lionel Laurenceau in the pseudo-realist fantasy presented in his painting "*Le Veille Homme,*" next to which Legagneur's "*Clown*" was aptly hung, he entertains the gaze of the staid local bourgeoisie much more than he does that of the viewer as tourist or outsider, as in André Normil's case. Posing in harlequin costume in a romantically tinged setting, with stage-like curtains flanking him and with what looks like a Matisse fish bowl nearby, the supposed clown personifies a transcendent persona. Contextually,

Suite à la page (17)

OAS Tells Préval to Change Run-Off Rather Than Annul Flawed Election



Jules Célestin



Mirlande Manigat
Credit: Imaj-Info



Michel Martelly
Credit: Wadner Pierre/Haïti Liberté

By Kim Ives

Can one imagine the Organization of American States (OAS) assembling an "*Expert Mission*" to intervene in the U.S. elections of, say, 2000, reviewing voter rolls, polling station tallies, and hanging chads, interviewing candidates as well as observer and human rights groups, then making "*recommendations*" to the U.S. Electoral College on what the election outcome should be? Of course not. U.S. voters would never submit to such foreign oversight.

However, in Haiti, an OAS mission has now done exactly these things, supposedly at the invitation of President René Préval. *Haiti Liberté* has obtained a copy of the OAS report (still undelivered at press time) in which the mission "*recommends*" that Préval's appointed Provisional Electoral Council (CEP) change its first-round results so that **"the position of the candidate in third place would change to second," and "the candidate now in second place would move to third."**

In the CEP's preliminary results released Dec. 7, ruling Unity party candidate Jude Célestin with 22.48 % of the vote came in second, nudging out of the run-off former *konpa* performer Michel "Sweet Micky" Martelly with 21.84%, a difference of 6,845 votes.

But the OAS threw out 17,220 of Célestin's votes and only 7,150 of Martelly's, leaving the former with 21.9% and the latter with 22.2%. So by the OAS's calculation, Martelly has elbowed aside Célestin by an even thinner margin: 3,225 votes.

But "*the way that the OAS team reaches this conclusion is by throwing out tally sheets that do not meet certain criteria,*" wrote Robert Naiman, Policy Director at Just Foreign Policy, in the Huffington Post. "*However, the OAS team is not proposing to throw out **all** tally sheets that do not meet these criteria. It is only proposing to throw out tally sheets that don't meet these criteria that belong to a sample that the OAS reviewed,*" which was only **919 (8.2%) of all 11,181 tally sheets processed by the vote-counting Tabulation Center. Those cherry-picked tally sheets comprise only 192,063 votes or 16.9 % of all the votes counted.**

"*Thus, what the OAS team is proposing to do violates the principle of equal protection,*" which the U.S. Supreme court invoked to stop the Florida recount in 2000, Naiman continues. "*Because if you were a Haitian voter whose vote belonged to the sample that the OAS team looked at, your vote will be treated differently -- and be more likely to be thrown out -- than if your vote did not belong to that sample.*" In other words "*different standards were being applied to the counting of different votes.*"

Secondly, it is "*laughable*" that the OAS is still proposing a run-off rather than an annulment of the exclusionary and grievously flawed election, wrote economist Mark Weisbrot, director of the Washington-based Center for Economic and Policy Research (CEPR) in the Jan. 10 Guardian. Like the OAS, the CEPR reviewed the CEP's tally sheets (procès-verbal) and found that "*nearly three quarters of [the Haitian electorate] did not vote in the presidential and parliamentary elections*" and hence the "*OAS is proposing a runoff between presidential candidates who received about 6% and 4%, respectively, of the electorate's votes in the first round,*" that is former First Lady and senator Mirlande Manigat and Martelly. Both candidates supported the 1991 and 2004 coups d'état against former President Jean-Bertrand Aristide. Both have close ties to Haiti's former Army, which Aristide disbanded in 1995. Manigat's mentor and husband, Leslie, was placed in the presidency in 1988 - and later removed - by a military junta. Martelly was a former Army cadet and close associate of Col. Michel François, who spearheaded the 1991 coup.

The CEPR found that the CEP never received or quarantined 12.7% of the votes and that "*8.4% of tally sheets had vote totals that were irregular*" and another "*5.4% of tally sheets had obvious clerical errors,*" wrote Weisbrot.

"*Clearly, an election that was so severely flawed and plagued by irregularities cannot be considered legitimate,*" Weisbrot said "*But even less excusable is the exclusion of the country's most popular political party,*" Aristide's Lavalas Family, "*the equivalent of banning the Democrats or Republicans in the United States.*"

Finally, the OAS report makes clear that the election is in foreign, and manly U.S., hands. For instance, it notes that "*when not being reviewed, sensitive election materials were kept under lock at the CTV [Tabulation Center] with tamper evident seals. The CTV is under guard by MINUSTAH,*" (UN Mission to Stabilize Haiti, as the military occupation force is called), not Haitian police, as should be the case.

Also, nine of the 14 OAS "*experts*" reviewing the elections are from the very nations that backed the 2004 coup against Aristide: the U.S. (5), France (2), and Canada (2).

The leaking of the OAS report was also clearly a way to put pressure on Préval, who on Jan. 10 did not officially receive it because he "*declined to grant an appointment to the observation team, OAS assistant secretary-general Albert Ramdin said,*" according to the Associated Press's Jonathan Katz.

In short, there is very little political difference between Manigat, Martelly or Célestin. All three participated in an exclusionary vote which the vast majority of Haitians shunned. Manigat and Martelly jumped out of the candidate front calling to annul the vote on Nov. 28 after Edmund Mulet, the MINUSTAH's head, told them they were leading, both thereby showing that they are ready to cast principle to the wind.

The OAS shows that it too has no principles when admitting that its "recommendations do not completely remedy everything that went wrong on November 28" but "partially rectify the consequences of the problems and outright fraud on Election Day."

But their pragmatism has other ends. "*Washington and its allies, including the people who are currently making decisions about Haiti at the OAS, are pushing these illegitimate elections for the same reason that they overthrew Aristide, and will not let him back into his own country – in violation of the Haitian constitution and international law,*" Weisbrot concluded. "*These people want to determine who rules Haiti, without allowing the majority of Haitians themselves to decide. There will be resistance to this, as to the dictatorships and foreign occupations of the past.*"

Haiti, From Mother to Child

By Thulisile Mabhena

Mother Africa weeps
For the wounds of her defenseless child,
Stripped naked by the cruel perils of nature
Like a hen whose chicks have been snatched
By a giant eagle,
She cries in torment
From the rape of her daughter,
Of her flesh and blood,
That of her very soul!

But still,
The spirit of the wind brings messages
Across the ocean
My child, you will not be broken!
You are born of the strength of the ancestors,
Great spirits watch over you!
Hold on to the strength in your blackness,
For your blackness is a symbol of endurance
My child, you will not be shaken!

Those that provoke you
Shake the spirit that does not want to be played with!
They start a fire
That burns from the heart of the unknown!
Your strength is from the sacred land of spirits
In the land of blackness,
We fight fire with fire,
We fight despair with hope,
We push when everybody expects us to crumble

They say my pockets are full of sand,
They don't know that out the soil
Comes food for the soul
I shall speak to you
As a mother speaks to a child
Let me remind you, of who you are,
Lest they forget!

You are the beginning of the ocean
And not the end
Where you are headed is where you came from
Where the sun rises is where you belong
You are fresh like seedless ground
Waiting to be watered
Many shall plant!
You will flourish,
Like a savannah after a drought
Haiti! Haiti!
Your children
Await your triumph!

The author is from Zimbabwe.

TRENTE-CINQ S
ONT ÉBRAN
COMMÉMOR
LA DOULE
RECUEIL



La cathédrale de Port-au-Prince



Des morts et des blessés étalés sur la cour de l'Hôpital de l'Université d'Etat d'Haiti

«Haïti est un pur produit du colonialisme et de l'impérialisme, de plus d'un siècle d'utilisation de ses ressources humaines, d'interventions militaires et d'accaparement de ses richesses. Les Haïtiens ne sont pas coupables de leur pauvreté actuelle. Ils sont victimes du système imposé au monde. Ils n'ont pas inventé le colonialisme, le capitalisme, l'impérialisme, l'échange inégal, le néolibéralisme, ou les formes d'exploitation et de pillage qui affligent la planète depuis deux cents ans «.

Fidel Castro Ruz

Par Frantz Latour

Le 12 janvier 2010, quelques minutes avant cinq heures de l'après-midi les populations de Port-au-Prince, Gressier, Léogane, Petit-Goave, Miragoane, Jacmel et des petites villes et localités avoisinantes s'apprêtaient à rentrer à la maison, comme à l'ordinaire, après une journée de dur labeur. Soudain, à 4 heures 53 minutes, une gigantesque secousse sismique pendant trente-cinq agonisantes secondes jetait la panique et semait l'effroi parmi les habitants des zones secouées. Trente-cinq secondes qui ont ébranlé Haïti et ont fait de la capitale un amas de ruines, un immense champ de désolation, de cris, de douleur, de deuil et de désespoir. Un cataclysme d'une violence inouïe causait la mort de milliers de personnes. En date du 9 février 2010, Marie-Laurence Jocelyn Lassègue, ministre des Communications, confirmait un bilan de 230 000 morts, 300 000 blessés et 1,2 million de sans-abri (Radio Canada. Nouvelles Internationales.10 février 2010).

Le bilan matériel a été catastrophique, la souffrance humaine infinie, le choc psychologique dévastateur. Autant le désarroi généralisé et une peur tétanisante étreignaient les coeurs, autant la population se trouvait brusquement dépourvue de points de repère, de bouée de sauvetage où s'accrocher, dépourvue de leadership, de mots d'ordre rassembleurs, d'autant que la catastrophe avait fait du premier mandataire de la nation un zonbi au visage blafard, hébété, hagard, un homme totalement incapable d'assumer ses responsabilités de chef de la nation.

Le séisme avait surtout frappé toutes les zones géographiques s'étendant de Pétion-Ville vers le sud jusque dans la ville de Jacmel, le long d'un trajet meurtrier et dévastateur. Partout la désolation, d'énormes amoncellements de pans de murs, de blocs de béton entremêlés de tiges de fer tordues par la violence de la secousse tellurique. Partout des cris d'épouvante, de stupeur. Partout des corps écrasés, broyés sous le poids des décombres. Partout des survivants courant dans tous les sens, éperdus, effrayés, comme faisant face à «l'abomination de la désolation prédite par le prophète Daniel». Partout une odeur de chair vive happée par la mort. Ici et là un bras ou une jambe coincés sous une dalle de ciment. Des cris déchirants de parents impuissants, témoins des appels désespérés d'un enfant écrasé et mourant dans d'horribles souffrances. Partout le spectre hideux de la mort, partout une image catastrophique de fin du monde.

Tous les repères de l'imaginaire haïtien habitué au panorama de Port-au-Prince s'étaient effondrés comme des châteaux de cartes : le Palais national siège par excellence du pouvoir convoité par nombre de politiciens, le Palais de Justice qui s'était écroulé recouvrant d'épaisses couches de poussière et de gravats des centaines de dossiers judiciaires certains sans doute très importants, la cathédrale de Port-au-Prince témoin de prestations de serment présidentielles rehaussées du traditionnel hymne *Te Deum laudamus*, l'immeuble dit des Contributions, le Pénitencier national lieu de détention témoin de la présence de prisonniers célèbres comme Joseph Jolibois et Georges Petit ou anonymes comme les centaines de jeunes des quartiers populaires embastillés au lendemain du coup d'Etat de février 2004 pour des raisons politiques.

A travers le monde la consternation était générale, l'émotion palpable sur toutes les chaînes de télévision. Un énorme élan de générosité accompagnait le peuple haïtien. De partout, et dans les premières heures, affluaient des notes de condoléances aux familles éprouvées, des prières, des mots de sympathie et d'encouragement à l'adresse des survivants. Au peuple haïtien on promettait tout l'appui matériel nécessaire qui devait être acheminé en force. Toutefois, les jeunes des quartiers détruits s'étaient déjà mis à l'œuvre. Les mains nues, de façon héroïque, ils essayaient de sauver des vies en tâchant de sortir les corps encore en vie de dessous les gigantesques amoncellements de béton, de ciment et de ferraille. Dès les premiers moments de la catastrophe, les contingents cubains déjà présents en Haïti depuis 1992 étaient les premiers à être à pied d'œuvre travaillant d'arrache-pied et sans relâche en apportant les soins d'urgence nécessaires, dans des conditions souvent extrêmement difficiles.. Les Haïtiens s'attendaient tout naturellement à ce que ce bel élan fraternel de solidarité médicale, se répète à tous les niveaux de la chaîne d'aide promise à Haïti.

Hélas non ! Le seul aéroport de Port-au-Prince par où devaient s'acheminer tous les secours était confisqué et occupé par des forces militaires états-uniennes qui bloquaient l'entrée de toute aide venant de l'extérieur au profit du débarquement de quelque 20.000 militaires on ne sait à quelles fins de « protection de la population » contre tout débordement «d'éléments marginaux» susceptibles de se livrer au pillage et aux pires violences. Des vols apportant du matériel de secours en provenance de la France, du Venezuela, par exemple, était interdits d'atterrissage sans forme de procès. La population déjà angoissée et terrassée par le tremblement de terre assistait effarée et impuissante à cet énorme et indésirable déploiement de soldats armés jusqu'aux dents, l'air à la fois menaçant et conquérant.

Entre temps, le gouvernement qui sans doute avait vu une bonne partie de ses membres durement affectés par le désastre, avait été néanmoins incapable de se ressaisir et de mettre sur pied une cellule de crise pour gérer la désastreuse situation, faute d'un capitaine compétent aux commandes du navire national en détresse. Les engins lourds pouvant assurer le déblaiement des carcasses d'immeubles effondrés et potentiellement sauver des vies humaines manquaient cruellement. On pouvait s'attendre à la présence d'un corps du génie états-unien qui aurait pu prêter main forte à un Centre National des Equipements (CNE) du reste anémique et mal organisé. Mais les forces et le commandement américains avaient d'autres chats à fouetter, d'autres préoccupations. Tant de vies auraient pu être sauvées si seulement le pays avait un gouvernement et un président à la hauteur du moment et soucieux de la population, si seulement le grand voisin du Nord avait voulu faire preuve d'humanité. La préoccupation était davantage militaire et géopoliticienne qu'humanitaire.

Les premiers jours, les premières semaines, même les premiers mois du désastre, il y a eu plusieurs équipes médicales et chirurgicales qui ont dû pratiquer des opérations du genre de celles qu'on voit dans un contexte de champ de bataille. Sans doute il y a eu des membres qu'il fallait amputer parce que menacés de gangrène. Mais dans l'euphorie de produire des statistiques, de paraître plus performant qu'un autre, il y a eu malheureusement des amputations inutiles qui ont laissé des handicapés dont, tragiquement, les autorités et instances médicales concernées n'ont eu cure de prendre soin. Autant de souffrances physiques, autant de traumatismes psychologiques qui ne verront vraisemblablement jamais aucun espoir d'être pris en charge de réhabilitation.

Plus le temps passait, plus il était évident que le gouvernement haïtien n'était pas vraiment soucieux de venir en aide à une population vivant dans des conditions quasiment infrahumaines, sous des tentes ou des bâches, ces dernières peu solides en cas de fortes intempéries. Le Champ-de-Mars, tout l'espace en face et aux abords du Palais National, le stade Sylvio Cator, la place de Pétion-Ville et tant d'autres sites ailleurs étaient devenus des camps de sinistrés auxquels s'intéressaient seulement des ONG totalement hors du contrôle de l'Etat haïtien et qui disparaissaient quand la manne venue de l'étranger ne tombait plus dans leur escarcelle. Les conditions d'hygiène y sont encore déplorables, l'eau quasi inexistante de même que l'électricité, l'absence de cette dernière favorisant des attaques nocturnes par des voyous qui volent et violent au gré de leurs pulsions de délinquants dévoyés. Manifestement, l'Etat haïtien pourri de la tête au plus simple employé se fiche entièrement du sort de ces gens qui n'intéresse pas les politiciens, l'Internationale, la «bonne société», la société si vile, ni même l'Eglise.

A ce monde vivant sous les tentes dans des conditions si précaires, il a été fait des promesses de construction de logis «parasismiques», laissez-moi rire… Un an plus tard, malgré les millions donnés à Haïti aux bons soins des ONG que ne supervise pas l'Etat, les sinistrés n'ont encore vu que le soleil qui poudroie, l'herbe qui verdoie et les maisons promises dansant une folle sarabande en plein mirage «périsismique». On sait maintenant que les millions envoyés par le Venezuela à titre d'aide lors des précédentes intempéries ont été siphonnés à travers on ne sait quel système de tortueux tuyaux collecteurs aux mains de truands pour faire la campagne électorale – à la mode américaine – du poulain du pouvoir. Ces coupe-jarrets n'ont jamais eu le jabot suffisamment rempli et ce n'est pas le malheur de milliers de démunis qui allait changer leurs habitudes goinfres.

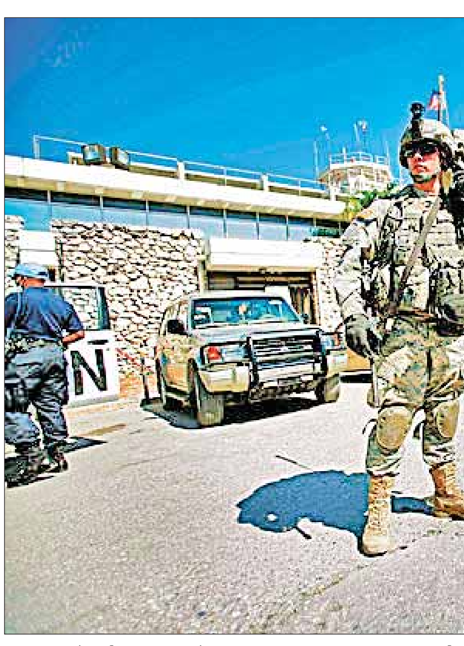
En principe, la relocalisation des sinistrés devrait faire partie du plan de reconstruction ou de refondation des villes détruites, à commencer par la capitale. Il y a eu diverses réunions à ce sujet dont la dernière a eu lieu, on ne sait pourquoi, dans la république voisine. Des milliards ont été promis ou assignés à ces fins de refondation. Un an plus tard, on dit que moins de 5% de ces fonds ont été effectivement canalisés vers Haïti. On ne sait ce à quoi ont servi ces milliards puisque les sinistrés vivent encore en situation très marginale, en fait dans le dénuement et dans d'atroces conditions d'insalubrité. En réalité la question fait, ce mardi 11 janvier, l'objet d'une émission télévisée sur la chaîne CNN au programme



Tous les repères de l'imaginaire haïtien habit
effondrés comme des châteaux de cartes te
du pouvoir convoité pa



Un cataclysme d'une violence inouïe c



Le seul aéroport de Port-au-Prince par où
confisqué et occupé par des fo

SECONDES QUI
NLÉ HAÏTI :
ATION DANS
EUR ET LE
LLEMENT


tué au panorama de Port-au-Prince s'étaient
l que le Palais national siège par excellence
r nombre de politiciens


ausait la mort de milliers de personnes


devaient s'acheminer tous les secours était
orces militaires états-uniennes

AC 360° avec Anderson Cooper: « Où est passé l'argent ?» demande le présentateur.

Selon le *Huffington Post* en date du 10 janvier 2011,« *Bien que les donateurs aient promis près de 10 milliards de dollars, le déploiement effectif du financement du programme [de reconstruction] a été atrocement lent et désordonné. Des discussions à propos de reconstruction permanente, durable de l'infrastructure et des logements planent encore dans les limbes politiques* .... «. Même la CIRH fait remarquer que « *la plupart des décombres du séisme gisent encore intacts dans les rues*». Plutôt que d'utiliser les millions reçus à titre d'aide, Préval a préféré dilapider 29 millions de dollars à organiser des élections: la plus honteuse, pitoyable, rocambolesque et tragique expérience électorale dans l'histoire du pays.

En fait, rien du mépris post-sismique de la population sinistrée et du pays n'est étonnant, car les traîtres à la patrie à la tête du gouvernement et la riche, saloparde élite argentée et dorée, étroitement inféodée à l'Internationale qui ont toujours travaillé en étroite collaboration avec les institutions internationales pour mettre le pays dans l'état où il se trouve sont ces mêmes misérables qui aujourd'hui sont maintenant en charge de la dite refondation. Refondation élaborée à Washington qui dans les faits a carrément écarté le gouvernement haïtien de la gestion des affaires qui a été confiée à Bill Clinton. C'est dire le degré de dépendance et de «restavèktance» de la partie haïtienne qui à l'intérieur de la CIRH a accepté de se laisser attribuer moins de cinq millions du pactole des 300 millions de dollars US, représentant le total d'argent alloué pour la dite reconstruction. Minuscule portion acceptée sans broncher par les gros *zouzounn* de la flibuste économique haïtienne. Ce sont des firmes américaines qui ont raflé le plus gros du magot.

Clinton veut, à travers la CIRH, maintenir sinon renforcer la politique de la communauté internationale, des Etats-Unis en particulier et des institutions monétaires sous leur dépendance, celle consistant (1) à faire d'Haïti une pourvoyeuse de main-d'œuvre à bon marché (2) à appliquer les politiques d'ajustement structurel (PAS) dont le but est d'assujettir l'économie du pays au payement de la dette en y appliquant la maxime « exporter plus et gagner moins ». Les PAS **préconisent : de bas salaires,** une réduction draconienne des dépenses publiques (éducation, santé, logement, aide sociale, infrastructures…); le gel des salaires; l'élimination des subventions aux produits de première nécessité; l'abolition du contrôle des prix; les privatisations à l'avantage des grandes multinationales; le licenciements des travailleurs de l'Etat jetant des dizaines de milliers de travailleurs à la rue ; l'abaissement des tarifs douaniers, à l'origine du fait qu'aujourd'hui nous importons presque toute notre alimentation de base des Etats-Unis, alors que dans les années 1980, Haïti produisait 80% de sa nourriture. En ce premier anniversaire du tremblement de terre du 12 janvier 2010, voilà ce que recherchent Clinton et les pantins dont il tire les ficelles.


Trente-cinq secondes qui ont ébranlé Haïti et ont fait de la capitale un amas de ruines, un immense champ de désolation, de cris, de douleur, de deuil et de désespoir

Evidemment, dans le cadre de la CIRH, Clinton patronne les intérêts des producteurs et entrepreneurs américains et des milliers d'ONG, parasites pour la plupart, faisant leur beurre en Haïti. Ce n'est certainement pas de reconstruction qu'il s'agit, au sens des intérêts et du relèvement structurel, social et économique d'Haïti. Et les élites économiques et sociales haïtiennes – renforcées depuis 2004 par une frange d'intellectuels *mòfreze* – qui ont toujours été à la traîne de leurs patrons européens et américains de façon à s'enrichir sur le dos de la majorité – ouvrière et paysanne – travailleuse et exploitée, ne peuvent qu'applaudir à la curée que nous préparent la CIRH et son PDG Bill Clinton, en ce premier anniversaire du mémorable tremblement de terre du 12 janvier 2010.

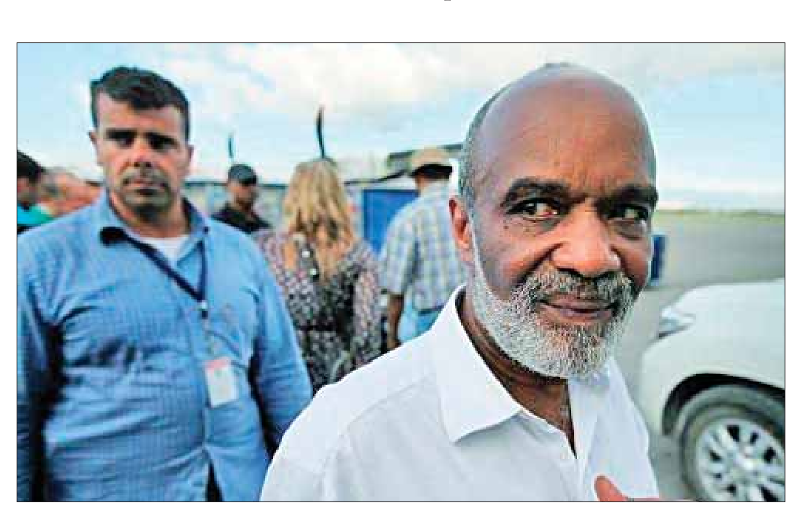
Nous ne terminerons pas ce devoir de mémoire sans rendre un hommage remarqué et mérité à la Brigade cubaine spéciale dépêchée en Haïti dès le 13 janvier. Voilà ce qu'en dit Fidel Castro dans l'une de ses «Réflexions»

«Nos médecins travaillent tous les jours dans 227 des 337 communes. En outre, au moins quatre cents jeunes Haïtiens formés comme médecins dans notre pays… travaillent maintenant avec les renforts que nous avons envoyés hier 13 Janvier, pour sauver des vies dans cette situation critique. Nous pouvons mobiliser sans efforts particuliers un millier de médecins et de spécialistes de la santé qui sont pour la plupart déjà en place et prêts à coopérer avec tous les États souhaitant sauver des vies haïtiennes et de soigner les blessés.

Beaucoup d'autres jeunes Haïtiens font actuellement des études de médecine à Cuba. Le chef de notre brigade médicale a informé: "La situation est difficile, mais nous avons déjà commencé à sauver des vies." Tel était le message laconique qu'elle pouvait envoyer quelques heures après son arrivée le 13 à Port-au-Prince à la tête de renforts médicaux.

Elle a informé plus tard cette nuit que les médecins cubains et les diplômés Haïtiens de l'école latino-américaine de médecine (ELAM) à La Havane ont été déployés dans le pays. Ils ont traité à Port-au-Prince plus d'un millier de blessés, après avoir transformé en unité d'urgence un hôpital qui ne s'était pas effondré et utilisé des tentes, le cas échéant. Ils se préparaient à installer sans délai d'autres centres de soins d'urgence. Ils ont commencé à travailler inlassablement, jour et nuit, dans des installations encore debout, dans des tentes, dans les parcs et les espaces publics, parce que les gens avaient peur des répliques sismiques.

Conformément à la position annoncée publiquement par Cuba, le personnel médical d'autres nationalités, y compris des Espagnols, des Mexicains, des Colombiens, ont travaillé dur avec nos médecins dans les établissements que nous avons improvisés. Des organisations comme l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) et des pays amis comme le Venezuela et d'autres ont fourni des médicaments et une variété d'aide. Le personnel médical cubain et ses dirigeants, faisant preuve de conduite dépourvue de chauvinisme, ont catégoriquement refusé de tenir la vedette».


La catastrophe avait fait du premier mandataire de la nation un zonbi au visage blafard, hébété, hagard, un homme totalement incapable d'assumer ses responsabilités de chef de la nation



Le débarquement des 20.000 militaires yankees peu après la catastrophe

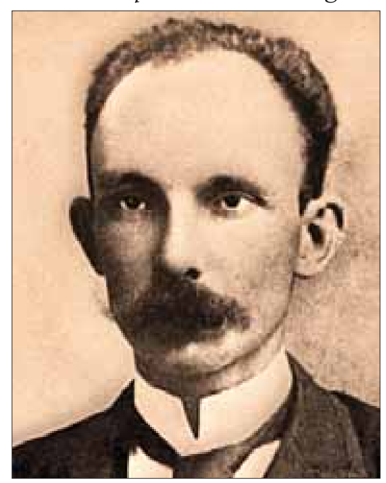
En ce premier anniversaire de ce terrible tremblement de terre nous disons un merci fraternel aux membres de la Brigade cubaine.

C'est dans la souffrance et le recueillement que les Haïtiens, particulièrement ceux-là qui ont été douloureusement affectés par le séisme, commémorent aujourd'hui cette date inoubliable, l'impact apocalyptique de ces trente-cinq secondes qui ont ébranlé la nation haïtienne. Et tandis qu'elle se remettait de ses deuils, il lui est tombé dessus une sale épidémie de choléra apparemment apportée au pays par le contingent népalais de la Minustah et qui, tragiquement continue encore à faire des ravages dans la population. A tous les Haïtiens qui ont perdu des membres de leur famille tant lors du tremblement de terre que pendant l'épidémie de choléra en cours, le journal adresse ses plus vives sympathies. Il leur souhaite beaucoup de courage en cette année 2011. Haïti survivra à cette catastrophe et renaîtra de cet immense malheur.

Cuba : la pédagogie des héros

Par Lorraine Karnoouh*

Historiquement, le 1er janvier 1959 est considéré comme la date du triomphe de la révolution, lorsque dans la matinée du 1er janvier 1959, les troupes du Segundo Frente Nacional del Escambray sous les ordres d'Eloy Gutiérrez Menoyo entrèrent à La Havane. Le jour suivant, les forces commandées par Camilo Cienfuegos et le Che Guevara, s'emparaient sans résistance respectivement du régiment de Campo Columbia et de la forteresse de San Carlos de la Cabaña.. Alors que Fidel Castro entrait triomphalement à Santiago de



José Martí, « el Apostol » le plus grand martyr et l'apôtre de l'indépendance de Cuba



Julio Antonio Mella, leader étudiant co-fondateur du Parti Communiste Cubain.

Cuba le 1er janvier, c'est seulement le 8 janvier 1959 qu'à la tête de ses guérilleros il entrait dans La Havane. Cette victoire a des antécédents remontant aux premiers combattants et héros qui ont pavé la voie à la glorieuse révolution cubaine fêtant, ce mois de janvier, ces 52 ans d'existence. De l'Apôtre José Martí, du Titan de bronze Antonio Maceo aux barbudos de la Sierra Maestra, il y a eu toute une glorieuse phalange d'hommes et de femmes, qui se sont illustrés par leur lutte, leur courage, leur détermination, leur sacrifices et qui ont rendu possible cette victoire contre l'impérialisme yankee faisant de Cuba «le premier territoire libre d'Amérique». Lorraine Karnooh dans un lumineux texte paru en 2005 a fait revivre ces héros qui ont contribué à forger Cuba, nation souveraine devenue un phare et un guide pour les progressistes et révolutionnaires du monde entier. [F. Latour]

« Les problèmes politiques ne sont pas simples. C'est pour cela qu'il faut que les masses aient une profonde conscience politique et nous voulons que la conscience de nos masses ne soit pas faite de clichés, une conscience de manuels, parce que les manuels sont encore une chose qui a fait un mal terrible aux idées révolutionnaires». (Fidel Castro) [1].

Cette référence à la nuisance des manuels scolaires faite par Fidel Castro lors de son discours de clôture du XIIe Congrès de la Confédération des travailleurs cubains (CTC), le 29 août 1966, doit être rapportée au contexte de la seconde étape républicaine, où écoles publiques et privées se trouvaient sous l'égide religieuse ou américaine. Quant à la révolution, elle ne se fait certes pas dans les manuels.

Pourtant, après l'euphorie de l'entrée triomphante des Barbudos [2 vient le temps de l'organisation et du pouvoir ; les fusils font place aux manuels, aux crayons et aux cahiers. Après l'action glorieuse et l'état de grâce révolutionnaire, l'industrie pédagogique [3] reprend ses droits sur les têtes blondes et brunes des petits pioneros [4]. Dans cette entreprise de transformation de l'ordre social et d'établissement d'un nouveau pouvoir, l'éducation joue un rôle central.

Depuis la campagne d'alphabétisation de 1961, la plus importante jamais menée sur tout le continent américain, l'éducation nationale constitue sans doute, avec la santé publique, le fer de lance des réussites de la révolution cubaine. Même si des brèches apparaissent dans un système éducatif non exempt de défauts, la comparaison des taux d'alphabétisation et des programmes éducatifs à Cuba et dans le reste de l'Amérique latine est sans appel.

Rappelons que le gouvernement cubain se définit lui-même en termes de «martisme-marxisme-léninisme». Cette phraséologie révolutionnaire prend avant tout sa source dans l'indépendantisme cubain du XIXe siècle, en particulier au moment des guerres d'indépendance contre l'Empire espagnol (1868-1878, 1878-1879,1895-1898). C'est ensuite contre la domination nord-américaine que se redéfinira l'idéologie nationale révolutionnaire, la révolution de 1959 étant considérée comme l'aboutissement réel des tentatives d'indépendance du siècle précédent. Les déclarations actuelles ne renvoient pas, cependant, à une pratique politique figée. Il y a eu évolution à partir des conjonctures internes et internationales, et de nombreuses redéfinitions, parfois implicites, parfois très officielles.

Antonio Maceo, «el titán de bronce» combattant et héros de la lutte pour l'indépendance.

L'Apostol, le culte des héros, les manuels scolaires

Mais à l'origine de l'idéologie nationale révolutionnaire cubaine, on trouve l'Apostol José Martí (1853-1895), penseur, soldat et héros dont la statue, érigée au centre de la Plaza de la Révolución, à La Havane, semble protéger et inspirer la marche de Cuba vers la véritable indépendance. Le Maestro veille à l'entrée ou dans les patios de chaque école cubaine, de la pointe de Maisí au cap de San Antonio [5] . Il occupe le sommet du panthéon des figures héroïques qui ponctuent l'épopée cubaine et jouent un rôle central dans la pédagogie patriotique de l'île.

Sur les murs de La Havane, les images des hommes et des femmes morts pour la patrie font revivre la cause transcendantale de l'existence collective. Avec des titres éloquents : portrait du Che, « Ton exemple vit, tes idées perdurent » ; celui d'Antonio Maceo, général mambí [6] et héros des guerres d'indépendance, « Unis pour la patrie ». Pour parler avec Martí : « Un peuple qui rend hommage à ses héros s'affirme» [7].

Des rituels rythment la vie scolaire, que ce soit pour rendre un hommage quotidien au Héros national en déposant le drapeau à ses pieds ou pour commémorer chaque année la mort de Camilo Cienfuegos, héros de la Révolution, et l'aider à trouver le repos « en jetant des fleurs à la mer [8].

Le culte des héros, à Cuba, s'inscrit dans une surreprésentation de la patrie en danger qui existait déjà chez Martí et qui prime sur la nation : « un sentiment viscéral, une aspiration vitale [9].

Certes, Cuba n'a plus du tout l'importance stratégique du temps de la coexistence pacifique. Mais la chasse aux États voyous a remplacé la chasse aux sorcières et le combat anti-yanqui reste de mise devant la poursuite, voire l'aggravation du blocus imposé à l'île. Depuis que les relations avec l'URSS se sont interrompues faute d'URSS, Cuba subit, en l'absence du filet socialiste, les contrecoups de son entrée dans un monde globalisé. D'où l'ouverture de la « période spéciale en temps de paix », expression qui rappelle aux Cubains les années sombres de la pénurie qui suivit la chute des régimes socialistes et leur isolement sur la scène économique internationale, mais aussi les mesures économiques adoptées dans le but de parer à la disette : autorisation du dollar, investissements étrangers, promotion du tourisme, libéralisation des marchés ruraux et diversification de la production agricole, sans qu'il ait jamais été question de remettre en cause les fondements idéologiques de la révolution cubaine. Les mesures de libéralisation sont au contraire conçues comme le moyen de pérenniser les transformations sociales de la Révolution dans un nouveau contexte.

Avec ces décrets, néanmoins, ce sont non pas seulement de nouvelles pratiques économiques qui sont introduites, mais de nouvelles pratiques sociales dont les effets – abolition de la hiérarchie par le mérite, développement de pratiques clandestines et individualistes, émergence d'inégalités sociales de par la possession de devises – peuvent parfois entrer en contradiction avec les préceptes idéologiques et les valeurs sociales révolutionnaires. Mais l'éducation pour tous reste d'autant plus l'un des secteurs privilégiés de la politique publique, comme en témoignent les nouveaux plans de reconversion des travailleurs du sucre, la mise en place de programmes télévisuels de niveau supérieur (*Universidad para todos*), ou encore la mise en œuvre conjointe de la campagne d'alphabétisation au Venezuela, la mission Robinson.

Les manuels constituent ici, en matière de transmission, un véhicule essentiel.

On en distinguera deux types : *Historia de Cuba et Educación cívica*. Les premiers tendent davantage, en raison justement de la place qu'ils accordent aux héros, à former le citoyen ; les seconds ont pour objet de construire et de pérenniser l'adhésion à l'idéologie nationale en procédant à la description, à l'argumentation et à la démonstration du caractère universel de la cause cubaine. Les deux disciplines sont aujourd'hui enseignées aux cinquième, sixième et neuvième degrés, équivalents français du CM 2, de la sixième et de la troisième.

Les manuels d'histoire, même s'ils ont été remaniés au fil du processus révolutionnaire, restent en premier lieu inspirés par l'esprit et parfois même par la lettre de *La historia me absolverá* [10] , autodéfense prononcée par Fidel Castro lors de son procès pour l'attaque de la caserne Moncada à Santiago de Cuba le 26 juillet 1953, ainsi



Celia Sanchez une des premières femmes à la tête d'un escadron de combat dans la Sierra Maestra. Morte d'un cancer en 1980.

que par les deux volumes que les Forces armées révolutionnaires publièrent en 1968 – les premiers livres d'histoire édités après la Révolution –, respectivement intitulés Historia de Cuba [11 et Instrucción política FAR [12] .

Dans ce dernier ouvrage, les personnages principaux de l'histoire font



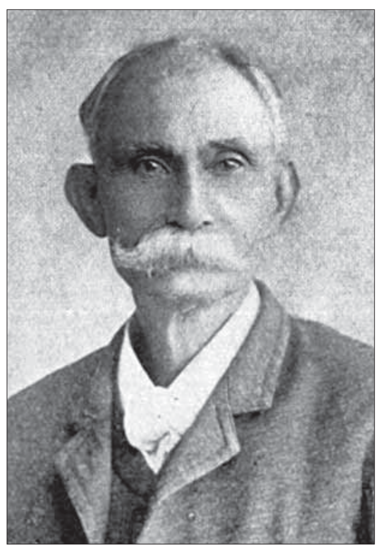
Jesús Menéndez, leader syndicaliste du secteur sucrier.

l'objet de notices biographiques mettant en relief leur rôle dans ce qui est identifié comme processus d'émancipation. Les manuels d'histoire actuels suivent la périodisation et les techniques de présentation de ces livres fondateurs de l'historiographie révolutionnaire.

Périodisation de l'histoire cubaine

La périodisation de l'histoire cubaine s'affiche comme **tripartite : colonie, république et révolution,** les Indiens faisant l'objet d'un chapitre préliminaire. Les héros correspondent pour chaque période à une phase très restreinte, respectivement les guerres d'indépendance, la révolution de 1933 et le Mouvement du 26 juillet 1953 (M-26), marqué par l'attaque de la caserne de la Moncada à Santiago.

Toutefois, si l'historiographie cubaine place en exergue l'événement révolutionnaire comme source de progrès de l'histoire, elle n'en établit pas moins une continuité entre les luttes du passé lointain et celles du passé proche. La catégorisation temporelle des héros procède de cette même logique, et ce sont précisément les héros nationaux qui illustrent la filiation articulée autour des luttes et des rébellions : un personnage historique devient héros national



Máximo Gómez général en chef de l'armée de libération cubaine.

lorsqu'il évoque la nation tout entière ou le projet national tout entier.

Ce qui transcende tous ces personnages, c'est qu'ils se sont consacrés à la nation et ont pour la plupart sacrifié leur vie à la patria. La différence entre héros et martyr n'est qu'une question d'échelle. De Hatuey, cacique emblème de la rébellion indienne, à Renato Guitart, compagnon héroïque de Fidel Castro, tous les personnages se caractérisent par des faits d'armes glorieux ou ingénieux, voire par des prises de parole fort risquées à des moments politiquement cruciaux de l'histoire cubaine de Cuba. Durant la période coloniale, ce sont Carlos Manuel de Céspedes et Antonio Maceo qui illustrent cette intransigeante rébellion. L'acte de Céspedes libérant les esclaves est présenté comme le point de départ symbolique de la guerre de Dix Ans (1868-1878). Pour les auteurs de la récente encyclopédie historique publiée

Suite à la page (14)

Le Venezuela et les banques : Pourquoi Washington déteste-t-il Chavez ?

Par Mike WHITNEY

En novembre dernier, il est tombé sur le Venezuela des pluies torrentielles qui ont provoqué des inondations qui ont causé la mort de 35 personnes et laissé environ 130 000 personnes sans abri. Si Georges Bush avait été président au lieu de Hugo Chavez, les personnes rescapées auraient été transférées à la pointe du pistolet dans des camps-prisons de fortune - tels que le Superdome - comme ce fut le cas après l'ouragan Katrina. Mais ce n'est pas comme ça que Chavez fonctionne. Le Président vénézuélien a rapidement fait passer des "lois habilitantes" qui lui ont donné des pouvoirs spéciaux pour fournir une aide d'urgence aux victimes de l'inondation. Chavez a alors vidé le palais présidentiel et l'a aménagé pour héberger 60 personnes, ce qui revient à transformer la Maison Blanche en refuge pour les sans-abri. Les victimes du désastre sont maintenant prises en charge et nourries par l'Etat jusqu'à ce qu'elles soient capables de retourner travailler.

Les péripéties des efforts de Chavez ont été largement ignorées des médias étasuniens dans lesquels il est régulièrement diabolisé et traité de "potentat gauchiste" ou de dictateur. Les médias refusent de reconnaître que Chavez a diminué le fossé entre les revenus, éliminé l'analphabétisme, mis en place un système de sécurité sociale pour tous les Vénézuéliens, réduit les inégalités et a augmenté le niveau de vie de façon générale. Pendant que Bush et Obama multipliaient les guerres à l'étranger et faisaient voter des réductions d'impôts pour les riches, Chavez s'employait à améliorer la vie des pauvres et des nécessiteux tout en se défendant contre la dernière vague d'agressions des USA.

Washington en veut à Chavez parce que ce dernier refuse de céder les vastes ressources du Venezuela aux élites économiques et aux banquiers. C'est pour ça que l'administration de Bush a essayé de limoger Chavez en 2002 par un coup d'état qui a échoué et c'est pour ça que maintenant le beau parleur Obama ne cesse de proférer des attaques à mots couverts contre Chavez. Washington veut que le régime change pour pouvoir installer un homme de paille qui lui fera don des réserves vénézueliennes en pétrole tout en faisant de la vie des travailleurs un enfer.

Des documents récemment publiés par Wikileaks montrent que le niveau d'ingérence de l'administration Obama dans les affaires du Venezuela a augmenté. Voici un extrait d'un article publié sur le net par Eva Golinger, qui est avocat et écrivain : « Dans un document secret rédigé par Craig Kelly, l'actuel Député Secrétaire d'Etat Adjoint aux Affaires de l'Hémisphère Occidental et envoyé par l'ambassade étasunienne de Santiago en juin 2007 au Secrétaire d'Etat, à la CIA et au Commandement Austral du Pentagone, ainsi qu'à d'autres ambassades étasuniennes de la région, on peut lire que Kelly a proposé "six axes d'action qui permettraient au gouvernement étasunien de limiter l'influence de Chavez" et de "réaffirmer l'hégémonie des USA sur la région. »

Kelly, qui a joué un rôle majeur comme "médiateur" pendant le coup d'état de l'année dernière contre le Président Manuel Zelaya, qualifie le Président Hugo Chavez "d'ennemi" dans son rapport.

"Connaître l'ennemi : Nous devons mieux comprendre comment Chavez raisonne et ce qu'il veut faire... Pour contrer efficacement la menace qu'il représente, il nous faut mieux connaître ses objectifs et la manière dont il cherche à les atteindre. Cela nécessite de meilleurs services secrets dans tous nos pays." Plus loin dans le rapport, Kelly admet que le Président Chavez est un "ennemi formidable" mais, ajoute-t-il, on peut certainement le vaincre." (Wikileaks : Documents Confirm US Plans Against Venezuela, Eva Golinger, Postcards from the Revolution)



Washington en veut à Chavez parce que ce dernier refuse de céder les vastes ressources du Venezuela aux élites économiques et aux banquiers



Le président Hugo Chavez montrant un projet résidentiel destiné aux victimes d'inondation.

Les dépêches du Département d'Etat montrent que Washington a financé des groupes anti-Chavez au Venezuela par le truchement d'organisations non gouvernementales (ONG) qui prétendent promouvoir les libertés civiles, les droits humains et la démocratie. Ces groupes se cachent derrière une façade de légitimité mais leur vrai but est de renverser le gouvernement de Chavez démocratiquement élu. Obama soutient ces manoeuvres de subversion avec autant d'enthousiasme que Bush. La seule différence est que l'équipe d'Obama est plus discrète. Voici un autre extrait de l'article de Golinger qui contient des détails sur le mode de financement : « *Au Venezuela, les USA soutiennent des groupes anti-Chavez depuis plus de huit ans, y compris ceux qui ont été les instigateurs du coup d'état d'avril 2002. Depuis, leur financement a augmenté substantiellement. Un rapport de mai 2010 de la Fondation Nationale pour la Démocratie (NED : National Endowment for Democracy) qui évalue l'assistance étrangère à des groupes politiques du Venezuela a révélé que plus de 40 millions de dollars étasuniens sont distribués chaque année à des groupes anti-Chavez, la majorité en provenance d'agences étasuniennes...*

Le Venezuela se distingue comme le pays où la NED a le plus investi dans des groupes d'opposition en 2009 en distribuant 1 818 473 dollars étasuniens, soit plus du double de l'année précédente... Allen Weinstein, un des fondateurs initiaux de la NED a confié au Washington Post » ce que nous faisons aujourd'hui, la CIA l'a fait clandestinement il y a 25 ans..." ..." (America's Covert "Civil Society Operations" : US Interference in Venezuela Keeps Growing", Eva Golinger, Global Research)

Lundi dernier, l'administration Obama a annulé le visa de l'ambassadeur du Venezuela à Washington par mesure de rétorsion après que Chavez eut refusé que Larry Palmer soit nommé ambassadeur des USA à Caracas. Palmer avait ouvertement critiqué Chavez en disant qu'il y avait des liens avérés entre l'administration de Chavez et les guérilléros gauchistes de la Colombie voisine. Ce qui est une manière détournée d'accuser Chavez de terrorisme. Pire encore, les antécédents et l'histoire personnelle de Palmer permettent de penser qu'il pourrait représenter une menace pour la sécurité nationale du Venezuela. Voici ce qu'en dit James Suggett de Venezuelanalysis on Axis of Logic : « Il ne faut pas oublier les antécédents de Palmer, sa coopération avec l'oligarchie soutenue par les USA de la République Dominicaine, du Paraguay, de la Sierra Leone, de la Corée du Sud et de l'Honduras "pour promouvoir l'Accord de Commerce Libre Nord Américain (NAFTA)." Exactement de la même manière que la classe dominante étasunienne a installé un étasunien noir, Barak Obama, à la place de Bush sans rien changer d'autre, Obama de son côté a donné à Palmer le poste de Patrice Duddy qui était impliqué dans la tentative de coup d'état contre le Président Chavez en 2002 et qui s'est comporté en ennemi du Venezuela pendant toute la période où il a occupé les fonctions d'ambassadeur au Venezuela. »

Le Venezuela est déjà plein d'espions et de saboteurs étasuniens. Ils n'ont pas besoin de l'aide d'agents travaillant à l'ambassade. Chavez a eu bien raison de refuser Palmer. En plus, Chavez a prouvé la fausseté des accusations de Palmer en extradant la semaine dernière le commandant ELN Nilson Albian Teran Ferreira, alias "Tulio" vers la Colombie "la première extradition d'un guérilléro colombien vers son pays natal." (Colombia reports). Cette nouvelle ne fut publiée NULLE PART dans les médias occidentaux. (Parce qu'elle prouve que Chavez ne soutient pas les groupes paramilitaires qui opèrent en Colombie).

La nomination de Palmer signifie "toujours plus de la même chose" : plus d'ingérence, plus de subversion, plus de problèmes. Le Département d'Etat a eu une large responsabilité dans les soi disant révolutions de couleur (ou des fleurs) en Ukraine, au Liban, en Georgie, au Kirghizistan, etc. Toutes étaient à l'emporte-pièce, des événements parfaits télévisuellement qui opposaient les intérêts de riches capitalistes à ceux des gouvernements élus. Maintenant les gens d'Hillary veulent essayer la même stratégie au Venezuela. Il revient à Chavez de les en empêcher et c'est la raison pour laquelle il fait passer des lois qui "régulent, contrôlent et interdisent le financement d'activités politiques". Pénaliser les ONG est le seul moyen qu'il ait de se défendre contre l'ingérence étasunienne et de protéger la souveraineté du Venezuela.

Chavez utilise aussi ses nouveaux pouvoirs pour réformer le secteur financier. Voici un extrait d'un article intitulé "L'Assemblée Nationale du Venezuela vote la loi qui transforme le secteur bancaire en "service public" :

"L'Assemblée Nationale du Venezuela a approuvé vendredi une nouvelle législation qui définit le secteur bancaire comme une industrie de "service public" et qui oblige les banques à contribuer à des programmes sociaux, aux efforts de construction de logements et à d'autres besoins sociaux spécifiques tout en facilitant l'intervention de l'état au cas où les banques ne respecteraient pas les priorités nationales."...

"La nouvelle loi protège les avoirs des clients des banques en cas de malversations de leurs propriétaires ... et stipule que le Directeur Général des institutions bancaires doit prendre en considération l'intérêt de ses clients - et pas seulement celui des actionnaires- quand il prend des décisions susceptibles d'affecter les opérations bancaires."

Alors pourquoi Obama ne fait-il pas la même chose ? A-t-il trop peur du véritable changement or est-il simplement le valet de Wall Street ? Voici un autre extrait du même article : "Pour essayer de contrôler la spéculation, la loi limite le montant du crédit que les individus ou les

Suite à la page (18)

Cuba

Suite de la page (12)
à Cuba, Céspedes incarne cette période dans laquelle s'enracine la libération nationale. En sacrifiant son fils sur l'autel de la patrie et en se déclarant père de « tous les Cubains qui sont morts pour la Révolution» [13] , il devient non seulement héros, mais surtout Père de la Nation. Quant à Maceo, sa valeur légendaire au combat le fit surnommer le « Titan de Bronze » pour sa force et sa couleur de peau. En effet, le général mulâtre incarne plus que tout autre l'identité d'une communauté en devenir pour laquelle Blancs et Noirs luttent sous le même drapeau.

Ce sont généralement les batailles qui produisent le plus grand nombre de héros. La guerre de Dix Ans, appelée aussi « Révolution de 1868 », constitue le mythe politique [14] fondateur par excellence : la première charge aux machettes du 4 novembre 1868 consacre les qualités guerrières de Máximo Gómez.

Il y a consensus dans les manuels scolaires pour récuser la validité républicaine du régime établi dans l'île en 1902. Celui-ci est qualifié tour à tour de pseudo-république, de néo-république, ou encore de « république médiatisée ». Point commun aux protagonistes de cette période : la lutte contre le pouvoir illégitime et corrompu assis sur la pax americana. Une lutte avant tout militante, car il n'y a pas à proprement parler de guerre pendant cette période, même si l'on peut énumérer quelques affrontements armés : massacre de 1912, confrontation de 1933 avec la dictature du général Machado, qui fut finalement renversé. Voient alors le jour le parti communiste cubain et les grands syndicats de travailleurs d'où seront issus la majeure partie des personnages héroïques, tels les fondateurs du premier PCC en 1925, Carlos Baliño et Julio Antonio Mella, ainsi que le leader syndical Jésus Menéndez.

Le **poète** Rubén Martínez Villena et Antonio Guiteras sont les personnages principaux de la révolution de 1933. Les héros de cette phase sont des militants, mais surtout des leaders; ils illustrent en cela la valeur positive de l'avant-garde comme source d'héroïsme.

La troisième phase est encore républicaine, mais les deux tiers des héros y mènent une lutte clandestine contre la dictature de Fulgencio Batista. S'y réalise la fusion entre lutte armée et combat militant, puisque l'on compte parmi eux tant les guérilleros de la sierra Maestra que les leaders politiques comme Lázaro Peña, secrétaire général de la CTC, Blas Roca, leader du parti communiste, les chefs du Directoire révolutionnaire (DR) au milieu des années 1950 et ceux du M-26, enfin, José Antonio Echeverría, leader de la Fédération des étudiants universitaires (FEU).

Les héros eux-mêmes

C'est l'attaque de la caserne de la Moncada qui marque la césure entre les deux étapes de la lutte révolutionnaire, également représentées. Abel Santamaría, mort sous la torture, et Frank País, assassiné dans les rues de Santiago de Cuba, symbolisent la violence de la répression contre le M-26. Haydée Santamaría, Camilo Cienfuegos, Ernesto Che Guevara et Celia Sánchez Manduley, pour leur part, illustrent le triomphe de la Révolution et les grands moments de la lutte, Cienfuegos dans la sierra de l'Escambray et le Che pour la victoire de Santa Clara. Tous se caractérisent par le degré élevé de leur engagement pour la cause nationale, en l'occurrence révolutionnaire, et la plupart mourront de mort violente.

Cette périodisation permet d'inscrire les héros dans un processus de « translation », d'héritage des valeurs patriotiques. Fidel Castro s'en explique dès son procès de l'après-Moncada, à propos de José Martí : « Je porte dans mon cœur les doctrines du maître et j'ai en tête les idéaux de tous ceux qui se sont battus pour la liberté des peuples» [15]. Les étudiants en médecine assassinés le 27 novembre 1871 par le pouvoir en place avaient été les ancêtres héroïques des hommes tombés en juillet 1953[16].

Les personnages héroïques ressortissent également aux catégories sociales légitimées par leur rôle dans l'émancipation de la société cubaine, que ce soit par leur place dans la généalogie ou par celle qu'ils occupent dans la division du travail : d'abord les femmes, les enfants et les « jeunes » ; ensuite les militaires, les étudiants, les ouvriers et les étudiants, le nombre de héros étudiés augmentant au fil du cursus scolaire. Il y a des héros pour toutes les catégories sociales reconnues par la Révolution : femmes, enfants, travailleurs agricoles, ouvriers, combattants internationalistes, étudiants, Noirs, mulâtres. D'autres ne sont pas représentées, qu'elles soient considérées comme minoritaires, socialement condamnées, antirévolutionnaires ou amorales, la distinction entre les deux derniers qualificatifs restant confuse.

Cuba assigne au genre une forte légitimité. Les femmes – il faudrait plutôt parler de « La Femme » – occupent une place de choix au panthéon des héros. D'abord parce que leur place dans les périodes guerrières – arrière-garde, liens avec l'extérieur, mères de soldats présents ou à venir – demeure stratégique ; ensuite parce que le sacrifice de la vie des femmes n'a que plus de valeur dans une société qui chante la femme fragile, qu'il faut protéger, et avant tout « mère en puissance ». La référence aux femmes apparaît donc comme une constante dans les manuels d'histoire nationale : « Courage et patriotisme de la femme cubaine : sa participation à la guerre [17] » ; « La femme cubaine affronte aussi le tyran : América Labadí [18] » ; ou encore : « Participation de la femme [19] ». Les élégies célébrant le patriotisme féminin sont présentes dans toutes les périodes de l'histoire de Cuba.

Parmi les héros de la jeunesse, on peut distinguer deux sous-ensembles : les étudiants, comme Julio Antonio Mella, Rafael Trejo, Antonio Echeverría ; les enfants, à l'instar de Paquito González, Manuel Ascunce Domenech, Conrado Benítez. La moyenne d'âge des héros et des martyrs est en règle générale peu élevée.

L'âge est cependant plus ou moins présent dans la qualification du héros : il est mis en avant lorsque celui-ci exerce une activité en liaison avec la **jeunesse**, en particulier militante. Julio Antonio Mella en est le meilleur exemple : d'abord leader étudiant, il sera cofondateur du PCC; on le présente comme le prototype de l'« homme total [20 ». Emblème du martyr enfant, Paquito González Cueto, fauché par une balle perdue dans le cortège contestataire accompagnant les cendres de Mella, « n'avait pas encore fêté ses quatorze ans que son nom s'ajouta à la longue liste des martyrs de la patrie [21].

Viennent ensuite les « **combattants internationalistes** », qui incarnent la permanence de l'idéal de solidarité entre les peuples dans le processus de libération. On peut citer le généralissime Máximo Gómez, originaire de la République dominicaine [22] . De même, les frères dominicains Marcano [23], le Polonais Carlos Roloff [24], dit el Inglesito, originaire des États-Unis, sont autant d'arguments en faveur de la transcendance et de l'universalisme de la cause cubaine.

C'est Pablo de la Torriente Brau qui incarne l'internationalisme dans la période républicaine : son engagement pendant la guerre d'Espagne comme correspondant de guerre, puis comme soldat, l'élève au rang de héros et martyr de cette époque de l'histoire cubaine. Pour la période contemporaine, l'idéal de l'internationalisme s'incarne dans le Che, du fait tant de son comportement après son intégration à la Révolution cubaine que de ses prises de positions dans la période postrévolutionnaire.

L'origine socio-raciale est un paramètre plus ambigu. La guerre de Dix Ans, à laquelle on fait remonter le melting-pot cubain, va servir de base au discours national d'unité socio-raciale et d'intégration. Antonio Maceo marque ainsi la place accordée aux « gens de couleur » dans le processus indépendantiste. Plus encore, le Titan de Bronze est érigé en symbole du métissage et de la réconciliation raciale, en un mot, de l'ethnonation cubaine. La lutte pour l'émancipation des esclaves s'intègre ici dans la continuité implacable des luttes de libération du peuple cubain en formation.

Mais nul ne peut être héros ou martyr cubain s'il ne représente pas une cause totale, globale, intégrale, nationale. C'est pourquoi les deux leaders du mouvement des Indépendants de Couleur, Pedro Ivonet et Evaristo Estenoz, qui furent l'un exécuté, l'autre « suicidé », ne figurent pas au panthéon des héros cubains : le nationalisme révolutionnaire, en effet, n'autorise pas que les plus grands personnages historiques aient eu une action autre qu'exclusivement et explicitement intégrée à la lutte nationale.

« On pourrait affirmer que les causes de ce mouvement furent justes dans la mesure où l'on se souleva pour elles, mais que la façon de faire fut incorrecte, car la lutte contre la discrimination raciale ne pouvait émaner d'un seul groupe (qu'il soit blanc ou noir), elle devait être l'œuvre de tout le peuple de Cuba [26]. »

En fait, tout héros est aussi et avant tout un travailleur, qualité au demeurant indispensable à tout citoyen révolutionnaire. Les leaders travailleurs occupent ainsi une place de choix dans le panthéon des héros. Ils sont généralement qualifiés par le secteur dans lequel ils exerçaient leur profession : Aracelio Iglesias, leader portuaire; Sabino Pupo, **leader paysan**; Alfredo López, leader de la grève des typographes et initiateur de la Fédération ouvrière de La Havane ; Jésus Menéndez et Lázaro Peña, **leaders ouvriers** ; Blas Roca, qui commença sa carrière militante comme secrétaire du syndicat des cordonniers.

Les héros travailleurs mènent tous une action militante interprétée dans le sens de la lutte patriotique :

« Jésus Menéndez tomba assassiné et son sang généreux teinta le sol de la Patrie [27]»;

« alors que le leader portuaire était en réunion avec les ouvriers, le local fut pris d'assaut par un groupe de matons à la solde qui, obéissant aux ordres de l'impérialisme, assassinèrent Aracelio [28] » ; « Lázaro possède la particularité d'avoir vécu et agi de façon exemplaire alors que la Patrie souffrait de l'ignominieux passé capitaliste, mais aussi lorsque qu'elle jouissait du lumineux présent socialiste[29]» ; « c'est pour cela que dans la terre propre et chaude d'El Cacahual, non loin du lieu où reposent les restes du Titan de Bronze et de Panchito Gómez Toro, un simple rectangle avec une petite pierre tombale indique où est enterré Blas Roca [30]

De Julio Antonio Mella à Ernesto Che Guevara

Dans cette perspective, la place du Che est riche d'enseignements. Ernesto Che Guevara est sans doute la figure héroïque par excellence de la jeunesse cubaine à tous les âges de la scolarité. Il est associé dans cette vénération à Camilo Cienfuegos et Julio Antonio Mella, ces trois figures centrales de l'histoire de Cuba constituant le logo de l'Union de la jeunesse communiste et incarnant les valeurs suprêmes de la hiérarchie politique et morale de l'île : étude, travail et fusil.

Julio Antonio Mella incarne l'importance du dépassement de soi par l'apprentissage du monde et la compréhension des causes justes ; il est également célébré pour son rôle dans la création de la FEU et, plus généralement, au sein du mouvement contestataire universitaire. Camilo Cienfuegos, toujours représenté avec son chapeau de paille, attribut typique du *guajiro* [31] – même s'il était Havanais–, est le symbole du travail en tant qu'engagement collectif et, par là seulement, source de réalisation personnelle. Le Che, c'est le « fusil » : en cas de nécessité, tout bon Cubain doit prendre les armes pour défendre sa patrie ou celle d'autres peuples menacées par quelque forme de domination que ce soit ; l'engagement du Che, Argentin qui, en adoptant l'île, n'hésita pas à renoncer aux privilèges dont il jouissait dans l'Argentine des années 1950, illustre cet internationalisme.

Même si le discours officiel émanant des organisations de jeunesse suscite de plus en plus de doutes et de critiques, le Che reste une référence. Son dévouement sans limite à la cause de la libération des peuples continue d'inspirer le plus profond respect et d'être une source d'orgueil national. Le récit de la vie du Che ressemble ainsi à une longue succession d'actes de dévotion à une cause.

C'est au demeurant le caractère total de cet engagement qui fonde le culte rendu à Ernesto Guevara. C'est d'abord en tant que médecin qu'il officie au sein de la guérilla du M-26; mais, comme tous les membres du Mouvement, il prend les armes quand c'est nécessaire. Jouissant de la confiance de Fidel Castro, il est promu au rang de chef de colonne et se trouve à la tête du groupe qui allait lancer des attaques sur la côte occidentale de l'île. La libération de Santa Clara, qui permit l'avancée et, finalement, l'entrée triomphante des révolutionnaires dans La Havane, est le fait d'armes qui consacre l'héroïsme du Che, qui sanctionne son adoption de la Patrie cubaine, Guevara ayant suivi à la lettre les paroles de l'hymne national : « Au combat courez, Bayamais, car, mourir pour la patrie, c'est vivre [32].

Le rôle du Che dans la « Révolution au pouvoir », comme les manuels scolaires désignent la période révolutionnaire, est aussi source de glorification héroïque : il inventa le travail volontaire et agit dans les secteurs les plus divers de l'économie. Le culte voué au Che dépasse la récitation de ses mots dans les manuels scolaires et ne saurait en aucun cas être assimilé à un simple culte de la personnalité : il veille parfois seul sur le mur du salon ou aux côtés de Fidel, tel le garde-fou de la chanson de Frank Delgado [33] , membre de la nouvelle vague des chanteurs à textes cubains. Le Che peut être tour à tour le compagnon de Jean-Paul II, depuis la visite du pape à La Havane, et celui de Changó ou Eleguá [34], qu'il épaule le moment venu ; on peut le trouver près d'une *nganga* [35] aussi bien que d'un autel voué à la Vierge de la charité du cuivre ou à son équivalent orisha [36], Oshún.

Depuis 1968, le mot d'ordre des pionniers proclame le vœu, la promesse faite à la patrie d'imiter le Che : « *Pioneros por el comunismo, seremos como el Che* [37]. Fidel veut que les pionniers soient comme le Che [38]» Un portrait du Che sous-titré « Travailleur humain » est constellé de qualificatifs renvoyant à ses qualités morales : « modeste », « simple », « honnête », « exigeant », « responsable », « combatif », le mot « internationaliste » étant mis en relief par sa position, au centre et en bas. Telles sont donc les vertus que le petit pionnier cubain se doit de cultiver pour devenir un compañero droit et sans faille remplissant son devoir de révolutionnaire patriote.

Conclusion

Au jour le jour, c'est tout le peuple de Cuba qui est exalté dans son attitude héroïque à résister aux difficultés quotidiennes. Cependant, un tel degré d'exigence sociale de sacrifice, notamment à travers le travail volontaire, mais aussi par le biais d'une perfection morale à peu près constante, constitue une pression extrêmement forte, parfois d'autant plus mal ressentie, même si elle n'est pas forcément contestée en soi, que des contradictions se font jour, en particulier avec les retombées de la période spéciale : dès lors qu'il est évident pour un lycéen qu'un emploi dans le tourisme ou dans le commerce lui permettra mieux de subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille qu'un poste de médecin ou d'enseignant, comment imiter le Che et s'engager sur le chemin de la libération patriotique ou celui de la mort ?

Notes.

[1] Fidel Castro, « La révolution ne s'apprend pas dans les manuels », in Révolution cubaine, vol. II, Paris, François Maspero (Petite collection Maspero), 1968, p. 159.

[2] Les guérilleros qui descendirent de la Sierra Maestra.

[3] Benedict Anderson, L'imaginaire national. Réflexion sur les origines et l'essor du nationalisme, Paris, La Découverte, 1996, p. 202.

[4] Terme militant qui désigne les élèves de l'enseignement primaire et secondaire.

[5] Extrémités est et ouest de l'île.

[6] Les soldats de l'Armée de libération pendant les guerres d'indépendance.

[7] « Se afirma un pueblo que honra a sus héroes. » In José Martí, « Hispanoamérica », Obras completas, vol. II, La Havane, Editorial Lex, 1946, p. 43.

[8] Consideraciones necesarias para el desarrollo de los programas de Historia de Cuba, La Havane, 1999-2000, p. 1 : les manuels mettent l'accent sur le rôle des « personnalités » dans la pédagogie.

[9] Cf. Paul Estrade, José Martí. Los fundamentos de la democracia en Latinoamérica, Madrid, Doce Calles, 2000, p. 360-362.

[10] Cf. Fidel Castro, La historia me absolverá, La Havane, Ediciones políticas, 1967.

[11] Dirección Política de las FAR, Historia de Cuba, La Havane, Instituto del Libro (Pueblo y Educación), 2e éd., 1969.

[12] Id., Instrucción política FAR, La Havane, Instituto del Libro (Pueblo y Educación), t. II, 1971.

[13] Instrucción política, op. cit., p. 18.

[14] Il existe un mythe religieux de la fondation de Cuba : l'image de la Vierge de la charité du cuivre accompagnant et guidant les trois Juanes à travers la tempête ; celles-ci sont censées illustrer « le syncrétisme arawako-afro-hispanique » du peuple cubain, selon l'expression de Olga Portuondo Zuñiga, La Virgen de la Caridad del Cobre, símbolo de cubanía, Santiago de Cuba, Editorial de Oriente, 1995, p. 29.

[15] Cf. Fidel Castro, La historia me absolverá, op. cit, p. 9.

[16] Ibid., p. 38.

[17] « Coraje y patriotismo de la mujer cubana : su participación en la guerra », in Ministerio de Educación, Historia de Cuba, 5e degré, La Havane, Editorial Pueblo y Educación, 1989, p. 111 (notes de terrain, 2000).

[18] « La mujer cubana también enfrenta al tirano : América Labadí », ibid., 6e degré, 1994, p. 33.

[19] « Participación de la mujer », ibid., 9e degré, 1991, p. 271.

[20] Ibid., 6e degré, 1994, p. 25.

[21] « ... todavía no había cumplido catorce años cuando su nombre se incorporó a la larga lista de los mártires de la Patria », Historia de Cuba, 6e degré, op. cit., p. 38.

[22] Historia de Cuba, 5e degré, op. cit., p. 108.

[23] Ibid., p. 109.

[24] Ibid.

[25] Ibid, p. 110.

[26] « Podría afirmarse que las causas de este movimiento fueron justas en tanto en cuanto los alzados se movieron por ellas, pero que el procedimiento fue incorrecto porque la lucha contra la discriminación racial no podía ser exclusiva de un grupo (fueran blancos o fueran negros) sino obra de todo el pueblo de Cuba. » Cf. Julio Le Riverend, La República, La Havane, Editorial de Ciencias Sociales, 1973, p. 126.

[27] « Jésus Menéndez cayó asesinado y su sangre generosa tiñó el suelo de la Patria », in Historia de Cuba, 6e degré, op. cit., p. 54.

[28] « Cuando el líder portuario se encontraba reunido con los obreros, el local fue asaltado por un grupo de matones, a sueldo, que cumpliendo órdenes del imperialismo, asesinó a Aracelio », ibid, p. 55.

[29] « Lázaro tuvo la singularidad de haber vivido y actuado ejemplarmente cuando la Patria sufría el ominoso pasado capitalista y también igualmente cuando y disfrutaba del luminoso presente socialista », ibid., p. 127.

[30] « Por eso, en la tierra limpia y cálida de El Cacahual, a poca distancia de donde descansan los restos del Titán de Bronce y de Panchito Gómez Toro, un simple recuadro en la tierra con una lápida pequeña, reconoce el lugar donde fue enterrado Blas Roca », ibid., p. 152.

[31] Paysan cubain.

[32] « Al combate corred bayamenses [...] que morir por la patria es vivir. »

[33] Con la adarga al brazo.

[34] Divinité spirituelle santera – culte religieux cubain – qui ouvre et ferme les chemins.

[35] Vase rituel palero, culte religieux pratiqué à Cuba.

[36] Divinités spirituelles santeras.

[37] Mot d'ordre des pionniers cubains à l'entrée en classe ou lors de manifestations politiques et civiques de la jeunesse.

[38] Educación Cívica, 5e degré, La Havane, Editorial Pueblo y Educación, 1989, p. 103 (notes de terrain, 2000).

Lorraine Karnoouh . Doctorante, Université de Paris VII, chercheure associée à l'Institut de recherche pour le développement.
Article paru dans : Outre-Terre 3/2005 (no 12), p. 301-311

Que nous réserve 2011 ?

Par Joseph Stiglitz

L'économie globale termine l'année 2010 plus divisée qu'en début d'année. D'un côté, les pays avec des marchés émergents comme l'Inde, la Chine et les économies du Sud-est Asiatique expérimentant une forte croissance. De l'autre côté, l'Europe et les États-Unis affrontent une récession - en fait, un malaise de style japonais - et un chômage persistent élevé. Le problème dans les pays « avancés » n'est pas une reprise sans emploi, mais une reprise anémique. Ou pire, la possibilité d'une récession à double détente.

Ce monde à deux voies présente quelques risques inhabituels. Tandis que la production économique de l'Asie est trop petite pour pousser la croissance dans le reste de monde, elle peut suffire à faire monter les prix des matières premières.

Pendant ce temps, les efforts de la part des États-Unis pour stimuler leur économie à travers la politique du « quantitative easing » (planche à billets) peuvent échouer. Après tout, sur les marchés financiers globalisés, l'argent cherche les meilleures perspectives dans le monde entier, et ces perspectives sont en Asie, non aux États-Unis. De manière que l'argent n'ira pas là où on en a besoin, et une grande partie de cet argent finira là où on n'en veut pas, causant de plus fortes augmentations sur les prix des actifs et des matières premières, spécialement dans les marchés émergents.

Vu les niveaux élevés du chômage en Europe et aux États-Unis, il est peu probable que le « quantitative easing » engendre une poussée d'inflation. Cela pourrait en revanche faire croître l'inquiétude sur la future inflation, dérivant en taux d'intérêt à long terme plus élevés, précisément le contraire de l'objectif de la Réserve Fédérale.

Ce n'est pas l'unique risque d'impact négatif, ni même le plus important qu'affronte l'économie globale. La plus grande menace surgit de la vague d'austérité qui balaye le monde, tandis que les gouvernements, particulièrement en Europe font face à d'importants déficits provoqués par la Grande Récession et tandis que l'inquiétude sur la capacité de quelques pays à honorer le paiement de leur dette, participe à l'instabilité des marchés financiers.

Le résultat d'une consolidation fiscale prématurée est presque annoncé : la croissance va baisser, les revenus fiscaux diminueront et la réduction des déficits sera décevante. Et, dans notre monde globalement intégré, la décélération en Europe exacerbera la décélération aux États-Unis, et vice versa.



Les efforts de la part des États-Unis pour stimuler leur économie à travers la politique du « quantitative easing » (planche à billets) peuvent échouer



L'argent cherche les meilleures perspectives dans le monde entier, et ces perspectives sont en Asie, non aux États-Unis

Dans une situation où les États-Unis peuvent emprunter à des taux d'intérêt bas sans précédent, et face à la promesse de bénéfices élevés pour les investissements publics après une décennie de négligence, ce qu'il faudrait faire est clair. Un programme d'investissements publics à grande échelle stimulerait l'emploi à court terme, et la croissance à long terme, ce qui aboutirait à une dette nationale moindre. Mais les marchés financiers ont démontré leur myopie dans les années qui ont précédé la crise, et ils recommencent à l'être, en faisant pression pour que des coupes dans les dépenses soient réalisées, même si cela implique de réduire nettement les investissements publics nécessaires.

De plus, l'obstruction politique fait en sorte que peu est fait à propos des autres problèmes pressants que l'économie américaine a devant elle : les exécutions hypothécaires se poursuivent probablement avec toute leur furie (laissant de côté les complications légales) ; il est probable que les petites et les moyennes entreprises restent privées de fonds, et il est possible que les petites et moyennes banques qu'ils leur proposent traditionnellement des crédits continuent de lutter pour survivre.

En Europe, pendant ce temps, il est peu probable que les choses aillent mieux. L'Europe a finalement réussi à sortir du sauvetage de la Grèce et de l'Irlande. A la veille de la crise, les deux pays étaient régis par des gouvernements de droite marqués par le capitalisme de connivence ou pire, ce qui démontrait encore une fois que l'économie de libre marché ne fonctionnait pas mieux en Europe qu'aux États-Unis.

En Grèce, comme aux États-Unis, le travail de nettoyage du désordre est retombé sur un nouveau gouvernement. Comme il fallait s'y attendre, le Gouvernement irlandais qui a encouragé un prêt bancaire imprudent et la création d'une bulle immobilière n'a pas été plus apte à gérer l'économie après la crise qu'avant.

En laissant la politique de côté, les bulles immobilières laissent après elles un legs de dette et de surcapacité productive sur le marché de l'immobilier que l'on ne peut pas facilement rectifier, surtout quand des banques soutenues politiquement refusent de restructurer les hypothèques.

A mon avis, essayer de discerner les perspectives économiques pour 2011 n'est pas une question particulièrement intéressante : la réponse est sombre, avec un faible potentiel à la hausse et beaucoup de risque baissier. Plus important est : combien de temps cela prendra t-il à l'Europe et aux États-Unis de se redresser et les économies de l'Asie apparemment dépendantes des exportations peuvent elles continuer à grandir si leurs marchés historiques languissent ?

Mon meilleur pari est que ces pays maintiendront une croissance rapide à condition qu'ils orientent leur focus économique vers leurs marchés internes, vastes et inexplorés. Cela exigera une refonte profonde de leur économie, mais la Chine et l'Inde sont dynamiques et ont donné des preuves de résilience dans leur réponse à la Grande Récession.

Je ne suis pas aussi optimiste au sujet de l'Europe et des EU. Dans les deux cas, le problème sous-jacent est une demande totale insuffisante. L'ironie maximale est qu'existent simultanément une capacité productive excessive, de grands besoins insatisfaits et des politiques qui pourraient restaurer la croissance si elles utilisaient cette capacité pour satisfaire les besoins.

Par exemple, les États-Unis et l'Europe doivent adapter leurs économies pour faire face aux défis du réchauffement climatique. Il y a des politiques faisables qui fonctionneraient dans un contexte de limitations budgétaires à long terme. Le problème est la politique : aux États-Unis, le Parti Républicain préférerait voir échouer le président Barack Obama qu'être témoin d'un succès économique. En Europe, 27 pays avec des intérêts et des perspectives divers, tirent dans différentes directions, sans assez de solidarité pour compenser cela.

Les plans de sauvetage sont, de ce point de vue, d'impressionnants succès.

En Europe et aux États-Unis, l'idéologie de libre marché qui a permis que grandissent de manière incontrôlée les bulles d'actifs - les marchés savent toujours plus, de même que le gouvernement ne doit pas intervenir - maintenant lie les mains des responsables pour formuler les politiques à l'heure d'articuler des réponses effectives à la crise. On aurait pu penser que la crise elle-même attaquerait la confiance en cette idéologie. Au contraire, elle est revenue à la surface pour tirer les gouvernements et les économies vers le puits de l'austérité.

Si la politique est le problème en Europe et aux États-Unis, seuls des changements politiques pourront les remettre sur le sentier de la croissance. Dans le cas contraire, ils peuvent attendre jusqu'à ce que la menace de surcapacité productive diminue, que les biens de production deviennent obsolètes et que les forces restauratrices internes de l'économie jouent de leur magie. Dans n'importe quel cas, la victoire n'est pas au coin de la rue.

La Vanguardia. Espagne, 4 janvier 2010

Traduction : Estelle et Carlos Debiasi
El Correo 6 janvier 2011

Émeutes en Tunisie et en Algérie !

Par Alex Lantier

La répression policière des manifestations de masse en Tunisie et en Algérie la semaine dernière a entraîné la mort de plus d'une dizaine de personnes, avec des centaines de blessés. Les émeutes ont éclaté contre l'augmentation du prix de la nourriture et contre les réductions des aides sociales dans toute l'Algérie, en même temps que les manifestations perduraient en Tunisie contre le chômage et le régime du président tunisien Zine El Abidine Ben Ali.

Les manifestations algériennes reflètent une opposition de plus en plus profonde des masses à la politique capitaliste de marché du régime, soutenu par l'armée, du Président Abdelaziz Bouteflika, du Front de libération nationale (FLN). Les prix de la nourriture de base, subventionnés par l'Etat, tels la farine, l'huile de cuisson, et le sucre, ont doublé au cours des derniers mois en Algérie. Les prix mondiaux augmentent, et l'Etat a essayé de répercuter une partie de l'augmentation des prix sur les commerçants et les consommateurs.

Plus largement, les manifestations reflètent la colère des masses contre des conditions sociales terribles en Algérie. Selon le Fonds monétaire international, 75 pour cent de la population Algérienne ont moins de 25 ans ; ils sont confrontés à un taux de chômage de 30 pour cent. L'Etat tente également d'imposer une taxe sur les ventes de 17 pour cent aux vendeurs de rue, secteur important et peu contrôlé en Algérie. Après des nouvelles de troubles sporadiques à travers tout le pays, il y a eu des émeutes de grande ampleur dans les grandes villes d'Algérie à la fin de la semaine dernière.

Des escadrons de police anti-émeute ont établi des barrages routiers et attaqué les manifestants dans les quartiers de Belcourt et Bab el-Oued à Alger vendredi. Les manifestants ont pillé des commissariats de police, des banques, ou des bureaux de gouvernements "dans plusieurs villes de l'Est" dont, Constantine, Jijel, Sétif, et Bouira, selon l'agence de presse officielle algérienne, APS. L'AFP a également fait état de heurts violents à Oran, la seconde plus grande ville d'Algérie, Annaba, et Tizi Ouzou - principale ville de la région Kabyle.

Le gouvernement est revenu en arrière hier, annonçant qu'il réduirait de 41 pour cent les prix en réduisant les taxes sur le sucre et l'huile. Cependant, certaines sources, dont le site Web Tout Sur l'Algérie, ont contesté les statistiques du gouvernement, affirmant que l'effet net de ces mesures ne représenterait qu'une baisse de 5 pour cent des prix de ces aliments.

Le gouvernement a également interdit les matchs de football. La BBC a noté que ces matchs sont « considérés comme un catalyseur potentiel des manifestations. » Le ministre de l'Intérieur algérien, Daho Ould Kablia a confirmé hier que trois jeunes ont été tués durant les manifestations, à M"sila, Tipasa et Boumerdes. Les statistiques officielles affirment que 300 personnes ont été blessées. Le Figaro a indiqué que Sadek Bendjdid, chauffeur de taxi de 65 ans, est mort des suites de l'inhalation des tirs très denses de gaz lacrymogène par la police. Les troubles se sont aggravés en Tunisie au cours du week-end, avec des informations faisant état de batailles rangées entre les manifestants et certaines sections des forces de sécurité.

La BBC a mentionné que 14 personnes ont été tuées dans deux villes, Kasserine et Tala. L'agence de presse officielle tunisienne, TAP, a publié une déclaration indiquant : « Plusieurs bâtiments publics à Kasserine ont été attaqués par des groupes qui ont mis le feu et détruit trois banques, un commissariat de police et une station-service et ont mis le feu à une voiture de police.» Quatre personnes auraient été tuées à Regueb.

Les manifestations ont commencé lorsqu'un diplômé de l'université au chômage qui subsistait comme marchand de légumes itinérant, Mohamed Bouazizi, s'est immolé devant des bureaux du gouvernement à Sidi Bouzid pour protester contre la confiscation de son stock. La police a affirmé qu'il n'avait pas de permis pour vendre des légumes. Bouazizi est mort le 4 janvier.

L'AFP a rapporté que les gens dans le cortège lors de son enterrement chantaient : « Adieu, Mohammed, nous te vengerons. Nous pleurons pour toi aujourd'hui, nous allons faire pleurer ceux qui ont causé ta mort. »

Son oncle, Mehdi Horchiani, a dit à l'AFP : « Mohammed a donné sa vie pour attirer l'attention sur sa condition et celle de ses frères. » Comme en Algérie, la Tunisie est confrontée à une crise du chômage des jeunes, la politique capitaliste de marché de l'Etat a réduit les emplois et rendu quasiment impossible l'obtention d'un emploi si l'on n'a pas de relations ou si l'on ne paye pas de pots de vins.

Le Monde a écrit : « Dans une économie fortement soutenue par l'Etat, un diplôme de l'enseignement supérieur était autrefois la garantie d'un emploi stable, souvent dans le secteur public ou para-public (anciennes entreprises d'Etat notamment). Mais la donne a changé avec les grandes réformes structurelles de l'ère post-Bourguiba,» le taux de chômage augmentant rapidement à la fin des années 1990. Le taux de chômage des jeunes est maintenant comparable à celui de l'Algérie.

Un homme d'affaires français en Tunisie a déclaré au Monde : « Ici, il n'est pas rare d'être servi à la pompe à essence par un jeune titulaire d'un master en sociologie. La femme de ménage est licenciée d'anglais, le vendeur de fruits et légumes est docteur en mathématiques et ainsi de suite. »



Les manifestations algériennes reflètent une opposition de plus en plus profonde des masses à la politique capitaliste de marché du régime, soutenu par l'armée, du Président Abdelaziz Bouteflika



Le président de la Tunisie Zine El Abidine Ben Ali visitant le jeune Mohamed Bouazizi 26 ans, qui s'était immolé par le feu pour protester contre sa mauvaise condition de vie

Essayant d'empêcher l'organisation des manifestations et d'en bloquer la couverture par les médias, le gouvernement tunisien s'en prend à Internet. Il a bloqué les accès sécurisés à Facebook et les logiciels de courriels la semaine dernière ; des journalistes et des activistes politiques en Tunisie ont rapporté que leurs comptes ont été infiltrés.

En particulier, le régime de Ben Ali est pressé de bloquer les sites qui discutent des révélations de WikiLeaks sur la Tunisie. Bien que les États-Unis et l'Europe soutiennent fermement la clique de Ben Ali contre la population tunisienne, les jugements francs portés par les diplomates américains sur la situation en Tunisie - et généralement cachés au public - font un portrait au vitriol du gouvernement.

Dans une communication publiée en juillet 2009 par WikiLeaks, les diplomates américains écrivent : « Bien que nous partagions quelques valeurs essentielles et que le pays ait une histoire forte de développement, la Tunisie a un gros problème. Le président Ben Ali est vieillissant, son régime est sclérosé, et il n'y a aucun successeur bien établi. Beaucoup de Tunisiens sont frustrés par le manque de liberté politique et en colère du fait de la corruption de la famille présidentielle, du chômage élevé et des inégalités régionales. »

Dans un autre communiqué - intitulé « Corruption en Tunisie : ce qui est à toi est à moi » - un diplomate américain a écrit : « la corruption en Tunisie empire. Que ce soit en argent liquide, en services, en terrains, propriétés, et, oui, même en yachts, il paraît que la famille du président Ben Ali veut tout ça et apparemment elle obtient ce qu'elle veut. [.] La famille étendue du président Ben Ali est souvent citée comme le noud de la corruption tunisienne. Souvent mentionnée comme une quasi-mafia, une mention oblique de "la famille" est suffisante pour indiquer de quelle famille vous parlez. Il semble que la moitié du monde des affaires tunisien peut dire être liée aux Ben Ali par le mariage, et bon nombre de ces relations auraient bien profité de leur lien matrimonial. »

Ces affirmations soulignent la méthode du "deux poids deux mesures" appliquée par les régimes américains et européens quand ils ont affaire aux régimes du Moyen-Orient. Quand le candidat iranien perdant Mirhossein Moussavi, soutenu par les États-Unis, avait tenté de forcer son arrivée au pouvoir en juin 2009, les gouvernements des États-Unis et d'Europe avaient dénoncé la répression des manifestations par le gouvernement iranien.

Mais l'usage de la violence et de la censure par Ben Ali pour défendre les intérêts de la clique dirigeante de Tunisie n'a cependant déclenché aucune critique, car il est considéré comme un allié de l'occident.

La France - ex-puissance coloniale en Algérie et Tunisie, qui a une large population d'immigrés originaires de ces deux pays - n'a fait aucune déclaration officielle sur ces manifestations. Le Monde a noté : « La Tunisie est depuis longtemps un partenaire privilégié de l'Europe sur le plan économique, de la lutte contre l'immigration ou de la lutte contre le terrorisme. Elle dispose de solides alliés, comme l'Italie et la France, d'où, certainement, le silence embarrassé qui prévaut aujourd'hui.»

Le porte-parole américain du ministère des affaires étrangères, P.J. Crowley a publié samedi une déclaration appelant à « la mesure des deux côtés » en Tunisie. En même temps, l'ambassadeur tunisien a été convoqué par le ministère pour des discussions. Il y a une inquiétude montante dans les médias bourgeois et dans l'establishment diplomatique quant au risque de voir se développer ces manifestations. En effet, leurs causes fondamentales - l'injustice sociale imposée par des gouvernements qui sont indifférents à leur population - sont des problèmes qui se posent aux travailleurs du monde entier.

L'Arab News d'Arabie Saoudite a écrit ouvertement : « Ceux qui voient ces troubles comme une difficulté locale d'Afrique du Nord devraient y réfléchir à deux fois. Le désespoir qui a conduit ce jeune tunisien à la mort, qui a poussé plusieurs milliers de ses compatriotes à faire quelque chose de rare en Tunisie - descendre dans la rue et se rebeller - et qui a vu de jeunes Algériens piller et se rebeller cette semaine contre la montée des prix, est une rupture de l'ordre établi qui devait se produire. Cela peut se produire ailleurs dans le monde arabe. Ce n'est pas seulement en Afrique du Nord que le spectre du chômage menace. »

Les manifestations pourraient aussi se propager à l'Europe, avec sa population nombreuse d'immigrés Nord africains opprimés. En France, il y a eu dimanche une manifestation de soutien aux manifestants algériens et tunisiens dans la ville portuaire de Marseille.

Wsws 10 janvier 2011

Chuichui et cache-cache lubin

Suite de la page (9)

he's a distinguished performer who can double as Bawon Samdi. For he exists in an underworld of sort, in both two- and three-dimensions, as the dark ambiguous space of the picture suggests. And although he's the embodiment of the spirit of death and procreation, he's presented as genteel — without the usual vulgarities or symbolic phallus that might give away his boorish side. Indeed, as a refined, reinvented Bawon, only the white half of the paint on his face shows, not the other lateral black side, which is of course symbolically replaced by the more tentative, more ephemeral shadow cast over his eyes by his top hat.

All in all, Legagneur presents us with a subtle, aestheticized Vodou, something to be innocuously displayed on the living-room mantle, like his appropriated fish bowl. Ultimately, the artist's finely finished painting is merely a fantasy of a European iconic type made (through a subtle change in phenotype) artificially real in the context of Haitian (bourgeois) culture. As such, it's almost as unconvincing as Laurenceau's earthy but frilly painting of an old, wiry, black fisherman. Indigenism, whatever edge it had at its inception, has been reduced to a nationalist romance.

Unlike Legagneur who, for theatrical effects, tones down the elements of his painting, Jacques Enguerrand Gourgue prefers to flaunt his. For instance, his fanciful colors' warm glow and his forms' definitions of are so ideally objectified that his mundane subject of a peasant preparing a meal near his *kay* takes on a ceremony's ritual aspects. But as a transcendent realist like Legagneur, he doesn't seem interested in mysticism for its own sake. He would much rather subsume and process the mystical in aesthetic terms. Particularly in "*La Marmite sur le Feu,*" it's his artistic savoir-faire — that is, his performance as a technician — that constitutes his magic. This is evident in his indulgently modeled, variegated lid and handle of the cooking pot and of the tree trunk, or in the conspicuous intricacy of the wattle in the wall of the peasant's *kay*. As such, the painting is a conceit geared not so much toward the viewer-as-tourist gaze, but to that of the would-be alienated (male) bourgeoisie.

Gourgue targets this stratum by means of an idyll concocted of stereotypic tropes made hackneyed in Haitian pop songs: There's the peasant's woman, or the hurt attributed her, seen springing out of the peasant's head; his corn, a staple whose kernels the artist delineates like the bona fide primitif that he remains at heart; the avocado, whose flesh the artist presents in a gleaming sun-yellow; his *gwòg* (drink), perhaps less for the *lwa* (vodou spirit) than for the solitary protagonist, whose spiritual purity is represented by his immaculately white shirt; Gourgue presents his country's sky and water as being very blue, unchangeably so, even with the near-absence of the sun, for whose light and warmth he has substituted a glowing, dramatically rendered fire. It's through such reified, indigenist-inflected symbols that Gourgue's work — as well as the curator's salon-sanitized show – have rationalized and sidestepped life and reality in Haiti.

Gourgue, though, is performing in a different, non-indigenist sense as well. Unlike Legagneur, whose standard compositions and romantic subject matter suggests that he's part of a cosmopolitan elite, Gourgue's work shows that he is, aesthetically, a closet *primitif*. One could tell among other ways by the untoward anatomy of the peasant's shoulders, hands and feet, or by the almost undifferentiated brown of the figure's skin and, more importantly, by the way he forcibly crowds together the picture's myriad elements, regardless of spatial logic. One could detect in "*La Marmite sur le Feu*" some strong connection with the cleanly defined composition of his well known *primitif* work from 1947, "*Magic Table,*" where even the supposed rays coming out of the eyes of a sacrificed bull are almost concretely objectified. Note, also, how in the two paintings the elliptical correspondence between the hidden eyes of both the peasant and those of his supposed woman echo that of the snake-*lwa*'s stare through the bull's eyes.

In "*Magic Table,*" Gourgue leaves traces of an aesthetic struggle to convey his vision and this actually makes the picture viable. But, in "*La Marmite au Feu,*" Gourgue is more complacent in his approach. As the only artist who openly flip-flopped in his allegiance after the falling-out at the Centre d'Art, he must have deemed it fit to polish and systematize his style without sacrificing the *primitif* approach and subject matter that had already made him famous. (Like Dieudonné Cédor, he would flaunt his suave techniques after his *primitif* period.) Still, one wonders if he is camouflaging his original artistic persona — with techniques deemed worthy of an "*accomplished painter,*" as curator Alexis puts it in his notes on the artist – partly because he was a reportedly "*anguished*" school dropout who made good especially when the Museum of Modern Art bought "*Magic Table*" in 1949. (The painting was exhibited in MOMA's survey of modern art in 2000). His style suggests that he wants to be seen as a thoroughly sophisticated painter. *"Marmite"*'s concretely defined forms as well as its fanciful colors are not just a way for him to exorcize his demons, but also a way to maintain an artistic posture that conforms to the sanitized and beauteous expression favored by the bourgeoisie and its gatekeepers, without alienating the viewer as tourist or outsider who craves the fantasy-laced indigenous/primitif script. Such maneuvering and dissembling fit Alexis' latest approach to Haitian art as well as the reactionary aim of "*Saving Grace.*"

In this show, Haitian art gained practically nothing — not the *primitifs*, the best of whom are true modernists in their own right, and definitely not the so-called moderns, who are often, like Gourgue, *primitifs* as well. Even Didier Civil would have benefitted more in this decidedly "fine art" show if he had exhibited only one or two of his animal masks that are presented in equally well-crafted and painted paper-mâché frames. (His work made a splash in this year's Halloween parade in Greenwich Village, where his "*giant voodoo figures,*" as the Wall Street Journal put it, in the form of Bawon Samdi and Grann Brijit were seen.) When Alexis and the gallery showcased Civil's five works – the most by any artist — on a prime wall between the gallery's entrance and Hyppolite's work, it visibly isolated the artist's three other kitschy masks.

If only the modernists had such support in the show. On Oct. 16, when, most graciously, Affirmation Arts opened its doors for a "*free festival of Haitian music, dance and art,*" a large crowd, including parents and children, filled an upstairs studio and saw fabulous performances by a welter of great talents. At one point, through the crowd and on a wall behind a table where CDs, T-shirts and poetry books were being sold, I glimpsed what looked like an average painting whose singular touches nevertheless piqued my curiosity. When the performances were over and people had filed out, I asked the gallery director about the picture. I was casually told that it had been sent for the exhibition but there was not enough space for it.

I went back to the picture. It's a mostly flat, close-up composition of a small building's façade with a short flight of stairs leading to its entrance along with what looks like the loose reflections of dark-grey tree foliage on glass doors behind the railing of two vertically aligned balconies or fire escapes. Abutting the back wall of the building, at right, is a partly hidden tree, next to which the trace of a street leads to a blur of sky. A small house with its roof sloping toward the street is cut off on the right by the picture's edge. In terms of subject matter, it's a rather common, down-to-earth sampling of any given town or urban area — Montreal, Greenwich Village or even Pétionville.

But the execution of the picture is rather unusual in that it points both to place — or the thought of it — and to the aesthetic means of generating it. The underpainting is all soft, warm tones of peachy pinks, a little bluish grey in the sky, darkish neutral lines defining the open shutters of the two glass doors and heavier black lines indicating the short stairs and the two railings of the supposed balconies. Almost all of the picture's surface is awash with jagged, transparent white brush strokes. So there's a bit of warm, sunny light that filters through the cool whites. It's an early or late passing snow flurry — or no snow at all, the seemingly aimless picture suggests, just its sensation.

All we're presented with besides the symbolic pairing of the small building and the even smaller house and the partially hidden tree are the disembodied lines and brush strokes. And these are not anywhere near Luce Turnier's forthright approach in "*Femme Assise,*" which leads to the proposition that truth or reality is that which is perceived, aesthetically constructed. Nor are they similar to the purposeful, groping touch of Salnave Philippe-Auguste, who stakes much in the idea of the interconnectedness of self and the transcendent world. Rather, the marks in the sequestered, unidentified painting are arguably a reflection of the picture's creator. They suggest a listless erasure or the cleansing of a wet mirror. Metaphorically, it's a face-off with both the external world in the form of the dwellings depicted, and with the faint trace of the partially hidden tree as the artist's spiritual witness — a connotation that the painter keeps at bay. And if one takes into account the relatively distinct signature affixed to the picture, the artist is not so much denying his existence, but reaffirming his self through the negation of his world.

Too often, we are led to celebrate on the solitary souls of people significant to our historical memory, in this case, the artist who might really have graced "*Saving Grace*" – the pointedly bypassed but fearless modernist Roland Dorcély.

Suite de la page (5)

cache-cache lubin avec Fanmi Lavalas et quelques autres partis de petit calibre en les faisant exclure du jeu électoral par CEP interposé. Quand on lui demande d'accepter que différents secteurs participent à la formation du CEP, vite il se cache derrière une façade démocratique. Vous voulez m'envoyer UN représentant, soit, mais moi je fais mieux : envoyez-men DEUX. Alors, il sort de son cache-cache lubin et choisit le plus vénal. De deux postulants qu'il sait du reste vénaux au départ, il choisit «le plus mal» celui-là qui rime le mieux avec vénal, et puis BINGO !

Que dire enfin de ce cache-cache lubin sans fin depuis la promulgation des résultats des élections par le CEP croupion et malpropre ? Ce qu'on a vu et entendu de propos, de résolutions, de réunions, de rassemblements à dix-neuf, à douze, à dix, à deux, à trois. *Genyen ki di yo devan yo devan nèt*, oubliant que le *preyidan* leur a fait cadeau d'une voiture blindée de tikoulouteries, oubliant d'être ainsi à la merci de ce Monsieur Un Tel. Réfugié dans son cache-cache, l'animal laisse faire, laissse dire, une sorte de *lese grennen* du faire et du dire, et tous les candidats tombent dans le panneau, d'autant que chaque jour apporte de nouveaux *chuichuichui* qui font saliver les caniches en mal de *zo mwèl* tombant de la table présidentielle. De lubinade en lubinade, Un Tel a fait appel à une reine des pratiques bakouloutes, Manmzèl OEA, pour départager deux jeunes rats et une vieille rate en mal de Palais national.

Apparemment le verdict des «experts» serait tombé comme un couperet, tranchant le zizi à Un Tel qui n'a encore mot dit. Maudit *bakoulou* qui a repris le jeu du cache-cache lubin. Verdict ? Connais pas. 14 mai 2011 ? Ouais, connais ça. Et au cas où vous ne le sauriez pas, le président Un Tel tient à «*une harmonisation du temps électoral et du temps constitutionnel*». Qui dit mieux ? *Men tonnè kraze m, li lè pou vye rat la ale.*

Rekiyèm San

Soti nan paj 6

Madi 12 janvye a
Yon madi sida
Yon madi kolera
Yon madi Milnista
Lanmò fè koudeta
Sou pouvwa lavi a
Yon madi awousa
Lanati voye tata
Lanati pete kabouya
Lespwa Ayiti faya
Lespwa Ayiti debaba
Avni Ayiti depatcha
Men l pat fouti kaba
Lame lanmò olala
Lame lanmò pasi pala
Sosyete sivil delala
Fete nan vè tafya
Nan chalimo lespwa
Pou fè lajan marasa
Rekòlte jaden mizè a

Madi 12 janvye
ONG fondasyon priye
Kalvè lanmò debake
Kalamite pote boure
Mizèrere rekòlte
Nanm Ayiti kriye
Nanm Ayiti blese
Nanm Ayiti anfrajele
Nanm Ayiti chavire
Nanm Ayiti trepase
Nanm Ayit filsire
ONG visye fete
ONG anjandre tete
ONG zenglendo banbile

12 janvye fè en an
Yon bèl Rekiyèm San
Rekiyèm ak gout san
Rekiyèm pou gout san
Rekiyèm san pou san
Rekiyèm an gran jan
Pou nanm tout militan
Nanm militan konsekan
Pou nanm fanm vanyan
Fanm zantray konbatan
Pou nanm tout manman
Ki pat manman aganman
Ki pat manman lanman
Ki pat manman gran panpan

Chaplè rekiyèm madichon
Milyon rekiyèm giyon
Pou nanm mafya òganizasyon
Pou nanm zenglendo fondasyon
Ki rekòlte milya pa milyon
Nan fon lanmè desepsyon
Nan ma labou tribilasyon
Mizè maladi fè tiyon
Tribilasyon fè milyon
Milyon ONG fè tiyon

Rekiyèm madichon giyon
Pou nanm ekspè vonvon
Doktè ès nan kòripsyon
Vòl ak detounman fon
Maton nan destabilizasyon
Ki marinen destabilizasyon
Voye pye sou zeleksyon
Zantray tou won san fon
Zantray mache ak milyon

Rekiyèm mobilizasyon
Bon jan òganizasyon
Pou tout yon nansyon
Bon Fanm bon Gason
Fanm Gason konviksyon
Pou tout yon nasyon
Koupe fache tout bon
Ak lanfè tribilasyon

Rekiyèm leve kanpe
Pou n koupe fache
Ak tout kominote
Kominote malsite
Kominote mafweze
Ki fè lavni n mize
Nan toubouyon mizère

Rekiyèm an verite
Pou Ayiti koupe fache
Ak ribanbèl malsite
Soufrans mizèrere
Ribanbèl kominote
Zanmi n nan lapòvrete
Zanmi n nan malsite
Zanmi n letranje elatriye
Pou progrè n devlope
Pou lanmò trepase
Pou soufrans sefwe
Pou lamizè demake
Pou lavi debake
An verite an verite
Nan kè tout ti kote

Rekiyèm ak pil kras
Pou ONG nanm mayas
Fondasyon sèvo rapas
Tout kè ekspè san lafas
Koperan patizan dezas
Elit tilolit lènmi Lamas
Ki fè milya pa mas
Sou do mizè Damas
Sou do soufrans Babas
Kalamite l pa gen enpas

Rekiyèm ak tout san
Pou viktim kolera lanman
Rekiyèm ak gout san
Rekiyèm san pou san
Pou san tout Patizan
Pou san tout Ayizan
San Sèvitè Vodouyizan
Pastè atoufè mangouyan
Pastè atoufè aganman
Voye fidèl malveyan
Al lapide kou satan
Kòmkwa yo se palman
Ki te vote plan
Plan kolera lanman

J. Fatal Piard

Le Venezuela et les banques :

Suite de la page (13)

entreprises privées peuvent contracter en réduisant à 20% le montant maximum de capital qu'une banque peut prêter. La loi limite aussi la formation de groupes financiers et interdit aux banques d'avoir des intérêts dans des compagnies de courtage ou d'assurances.

La loi aussi stipule que 5% des bénéfices avant impôts de toutes les banques doivent être consacrés uniquement à des projets élaborés par les conseils communaux. 10% du capital de la banque doivent aussi être mis de côté pour financer les salaires et les retraites en cas de faillite.

Selon des chiffres de 2009, fournis par Softline Consultores, 5% des profits avant impôts de l'industrie bancaire du Venezuela auraient représenté 314 millions de bolivars, soit 73,1 millions de dollars, supplémentaires pour financer les programmes sociaux destinés aux pauvres majoritaires au Venezuela."

"Le contrôle de la spéculation" ? Voilà une idée originale ! Naturellement les leaders de l'opposition qualifient les nouvelles lois "d'attentat à la liberté économique" mais c'est de la foutaise. Chavez protège simplement le public contre les pratiques prédatrices de banquiers assoiffés de sang. La plupart des Etasuniens voudraient bien qu'Obama fasse la même chose.

Selon le Wall Street Journal, "Chavez a menacé d'exproprier de grandes banques dans le passé si elles n'augmentaient pas leurs prêts aux petits patrons et aux personnes désireuses d'acheter un logement, cette fois-ci il fait ouvertement monter la pression pour montrer au peuple qu'il s'occupe du problème du manque de logements disponibles pour les 28 millions de Vénézuéliens."

Caracas souffre d'une grande carence de logements qui s'est encore fort aggravée du fait des inondations. Des dizaines de personnes ont besoin d'un toit maintenant et c'est la raison pour laquelle Chavez met la pression sur les banques pour qu'elles aident. Et comme les banques ne veulent bien sûr pas aider elles se sont mises à pleurer comme des bébés. Mais Chavez ne s'est pas laissé intimider et de fait, mardi dernier, il les a fermement mises en garde: « *Si une banque fraude... je l'exproprierai, que ce soit Banco Provincial, Banesco ou Banco Nacional de Crédito* »

Bravo Hugo ! Dans le Venezuela de Chavez, les besoins primordiaux des travailleurs ordinaires ont plus d'importance que les profits des féroces banquiers. Est-ce surprenant que Washington le déteste ?

Counterpunch 4 janvier 2011
Traduction : D. Muselet
Le Grand soir 8 janvier 2011

Soti nan paj 6 : 12 Janvye 2010-12 Janvye 2011.....

kontinye tout bon vre. **NOU PA DWE DOMI BLIYE.**

Se vre, nou pa ka kontinye ap kriye. Men nou pa dwe dòmi bliye pi gwo katastwòf nan tout listwa limanite modèn, ki frape peyi Dayiti 12 janvye 2010 la. Nou pa ka bliye yon lane kochma, yon lane grangou ak lamizè, yon lane doulè ak lapèn pou fanmi viktim yo, yon lane desepsyon ak imilyasyon anba bòt okipan militè etranjè, anba tant ak prela, kanpe nan flam solèy pou tann lacharite ONG ki kontinye ap fè milya dola vèt sou do viktim yo. Nou pa dwe bliye, Leta ak ONG yo deja depanse plis pase 2 milya dola ameriken nan fè demagoji ak sopoudraj yon fason pou bay viktim yo zannanna pou siza n, alòske kòb sa a te kapab kòmanse rezoud pwoblèm kay pou viktim yo. Sa montre klè, yo gen plis enterè pou lajan an depanse nan fè yon seri maskarad yo rele abri pwovizwa.

Yon lane apre, nou pwofite yon lòt fwa ankò denonse konpòtman kriminèl gouvènman ayiyen, ki pa fè anyen pou amelyore move sitiyasyon moun k ap viv anba tant yo. Nou pwofite denonse diskou demagoji prezidan René Préval k ap pale sou pwojè konstriksyon kay, pandan li rive nan fen manda l. Alòske, li pa t janm sonje viktim 12 janvye yo, pandan li t ap gagote plizyè milyon dola ameriken nan fè eleksyon koken/pike kole. Viktim 12 janvye yo te gen rezon di, "yo pa pral nan eleksyon anba prela, anba tant". Nou byen regrèt konstate lane 2010 la fini nan yon kriz politik eleksyon gagòt gouvènman an, klas politik tradisyonèl la ak kominote entènasyonal la lage peyi a. N ap raple tout moun ki nan mas popilè yo, enterè tout kandida ki te nan eleksyon sa yo, se pran pouvwa pou kontinye dechèpiye peyi a, epi defann enterè enperyalis entènasyonal la. Alòske, enterè mas popilè yo se chanje sistèm esplwatasyon, dominasyon ak kraze zo a. Pou nou rive nan objektif sa a, fòk nou pa kite politisyen rat do kale mete nou dozado.

Nan lokazyon sa a, ***Inisyativ Rezistans Kont Ekspilsyon Fòse Deplase Entèn yo*** *ap òganize sòti 8 pou rive 12 janvye 2011, yon seri aktivite pou make kokennchenn dat sa a . Nap òanize konferans deba, pwojeksyon fim, ekpozisyon foto nan kan Imakile ak Kozbami Site Solèy (8 janvye a 3zè) , nan kan Babankou II (9 janvye 10zè pou rive 2è), nan Kan Tousen Louveti Karade (10 janvye 3zè- 5è30) ak nan kan Kanawan (11 janvye 10zè-3zè) .Poun fini aktivite yo, 12 janvye 9vè nan maten divès kan nan kapital la ap òganize yon gwo manifestasyon k ap derape devan Ministè Sante Piblik bò Lopital Jeneral nan Ri Sentonore.*

Katastwòf 12 janvye 2010 la, pèmèt nou konstate gen yon gwo konplo gouvènman ayisyen, klas dominant yo ak kominote entènasyonal ap marinen pou òganize yon veritab jenosid kont mas pèp ayisyen an, espesyalman kont viktim 12 janvye yo. Se nan kontèks sa a menm, MINISTA antre nan peyi a ak maladi kolera a ki vin pete yon abse ki te fin mi. Sa vle di, maladi kolera a, se pa yon aza, se yon krim pami plizyè lòt krim MINISTA byen planifye, epi òganizaze kont mas pèp lavil kou nan mòn peyi Ayiti .

Nou pwofite okazyon sa a, pou n denonse arestasyon, zak entimidasyon ak maspinay ajan Lapolis kontinye ap fè sou moun nan kan yo ak lòt militan òganizasyon k ap akonpaynye viktim 12 janvye yo kap denonse kondisyon lijyèn makawon moun nan katye pòv yo ap viv . Se nan sans sa a nap denonse asasinay Ramong Robert ak konplo la Polis Nasyonal an patikilye Enspektè Rosemond Aristide ap fè kont Patrick Jozef Kòdonatè Komite Relèvman Divivye (KRD) a paske militan sa a ap batay kont depotwa fatra ak matyè fekal « Trutier » a k ap anpwazonnen nap dlo laplenn nan ki kapab okazyone lanmò plizye milye sitwayen kap viv nan Pòtoprens ak zòn ki sou kote li yo. N ap enfòme lopinyon nasyonal ak entènasoyonal la kèlkanswa sa ki rive yon manm KRD oubyen lòt militan k ap akonpanye lit òganizasyon sa a ap mennen nan Divivye Lapolis Nasyonal an patikilye enspektè Rosemond Aristide responsab..

Pou nou pa dòmi bliye, an n kontinye mobilize pou defann enterè nou. Lane 2011 la se yon ane LEVE KANPE . Konsa, nou menm enstitisyon, òganizasyon ak komite kan ki siyen nòt sa a, nou mande pou:

Leta aplike rekòmandasyon komisyon Entèameriken Dwa Moun nan (CIDH)

Konstwi bonjan kay bay viktim 12 janvye yo, jan atik 22 konstitisyon egzije sa.

Komite kan konsekan yo, kontinye defann enterè tout moun k ap viv nan kan yo

Tout gwoup, enstitisyon ak òganizasyon nan vrèsektè popilè a pote kole nan batay pou fòse MINISTA kite peyi a, repare viktim Kolera yo epi fòse Leta respekte dwa moun nan kan ak sila yo ki pa nan kan genyen pou yo viv tankou moun.

Lajistis arete Reginal Larosiliere ki te touye Ramong Robert

Lajistis ak Lapolis mete anba kòd yon sèten Elemeus Duverné, Abner Alexandre, Adrien Dorzin, Geffrard Garçon, Erick, Golnav , Julien Lerebours ak John k ap teworize popilasyon nan kan kanawan an ak konplise yon latriye polisye BIM ak lòt ankò

Lapolis kanpe sou presyon ak entimidasyon k ap fèt sou Patrick Joseph ak tout lòt militan KRD nan Divivye ».

Yves Pierre Louis

Fenêtre Culturelle
Regards critiques
PRÉFETE DUFFAUT ET DIEUDONNÉ CÉDOR*
Deux fils authentiques du Centre d'art Haïtien

Par Prince Guetjens

La foule souvent conservatrice est resté fidèle à cette notion du temps absolu défini par Newton, dont l'écoulement uniforme comparable à celui d'un fleuve enveloppe tout changement dans un enchaînement indéfini des formes naissantes. C'est moins le temps que la « *durée* » qui est conçue ainsi comme le tissu physiologique et psychologique de notre vie, toujours semblable à lui-même malgré le renouvellement incessant de ses cellules.

On comprend que les esprits restés fidèles à cette notion du temps classique, ceux qui admettent que le fils doit hériter de son père exigent de toute forme nouvelle qu'elle soit conséquente à ses antécédents. On comprend qu'ils soient décontenancés par le caractère insolite, par l'instinct de révolution des œuvres de notre temps. Toutefois rien n'explique pourquoi, au-delà des contingences, ces gardiens du temple ne se soient pas permis de faire une expérience esthétique toute neuve au contact de ces différentes écritures qui ont représenté la peinture haïtienne pendant cette période. Une expérience capable de procurer une jouissance esthétique qui se distingue de la simple jouissance sensuelle par la distance esthétique, la "*distanciation du sujet et de l'objet*", comme l'ont confirmé toutes les théories esthétiques, quasi unanimes, depuis Kant et sa conception du plaisir désintéressé.

Sans vouloir chercher des similitudes entre des écritures picturales, qui se situent aux antipodes l'une de l'autre, nous pouvons au moins analyser et tenter de comprendre les conditions de la cohabitation de ces deux propositions Cédor et Duffaut ; deux fils authentiques du Centre d'art Haïtien, « *en un lieu et en un temps* ». Et ainsi présager tout le bien qui pourrait en découler au profit de la peinture haïtienne.

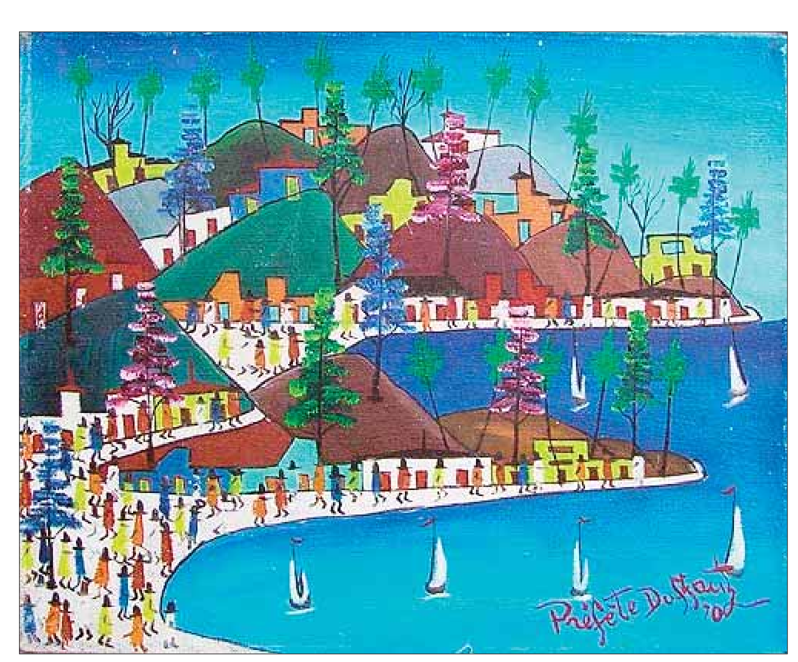
Bâtisseur de villes dans un univers merveilleux, Préfète Duffaut se singularise par sa capacité à créer sa propre tessiture. Malgré son penchant pour le paysage, le pinceau de Duffaut se refuse au sens du volume et son organisation de l'espace n'est pas tributaire des normes de la peinture occidentale. Comme un leitmotiv, la mer traverse les villes imaginaires suspendues de Duffaut d'un bout à un autre, des villes propres, animées, grouillantes d'activités, coloriées avec des portes et des routes, où il fait bon vivre. Elles ne se courbent pas toujours aux normes de la géométrie et de la pesanteur, là où elles se situent dans l'espace interplanétaire. Il élève ses villes en fonction de l'environnement (montagne, plaine et mer), qui caractérise l'île des Taynos. Pour rendre ces montagnes, ces plaines et ces bras de mer perpendiculaires au sol, il ajoute des masses qui échappent aux lois de la pesanteur et de l'équilibre.

Dans la peinture de Duffaut l'ensemble se fortifie au détriment du détail et vice-versa. Malgré le fait que ce monde imaginaire paraît riche, touffu par endroits, les habitants qui encombrent les rues, les bidonvilles soigneusement arrangés et tout le paysage, c'est toujours dans la valorisation du détail que l'ensemble en sort renforcé. Toujours dans le refus d'apprécier les peintures pour ce qu'elles sont, certains critiques soutiennent que seul Rigaud Benoît parmi les peintres populaires eut été à la hauteur d'un travail aussi soigneusement réalisé. Cette écriture magique qui n'hésite pas à offrir des villes flottantes avec pour seules attaches des ponts, qui relient plusieurs étages étapes. Cette peinture qui ne s'embarrasse pas à faire intervenir des entités spirituelles opposées sur le même plateau : des êtres spirituels qui aident les humains à traverser les affres de l'enfer, des démons aux cornes pointues surgissant des flammes, des anges montant la garde au faîte d'une tour, des anges jouant de la trompette, nest comparable qu'à elle-même.

Des trois peintres qui conduisirent la « lutte » aboutissant à la fondation du Foyer des arts plastiques (FDAP), Dieudonné Cédor fut le seul peintre populaire. Embarqué malgré lui dans ce mouvement de revendication pour la « liberté et l'autonomie », il n'a pas compris assez tôt que cette « lutte » n'était peut-être pas la sienne.

De lui Jacques Alexis écrivit ceci : « *Cette fois comme toutes les autres, je me suis rendu à l'exposition de Cédor, ainsi qu'on va recevoir une leçon d'amour et de fraternité humaine, avec la certitude de rencontrer le langage de la vérité et de la beauté* ». Quel vibrant hommage pour un peintre qui dès son arrivée au Centre d'art en 1946, a été confié à un autre peintre populaire Rigaud Benoît ; chargé de lui faire ses premiers outils, en lui octroyant les principes élémentaires de cette démarche picturale.

Cette jeune recrue issue des quartiers pauvres de la capitale, ne va pas tarder à prendre place dans un Centre d'Art en pleine mutation, à côté d'autres camarades inscrits dans la tessiture populaire. Dans un premier temps, sa technique restait assez tributaire de son maître, avec des emprunts évidents à Hector Hyppolite. Plans superposés, personnages à têtes énormes proportionnelles, sans doute, à leur importance, couleurs violentes et crues qui se démarquent de plus en plus de Rigaud Benoît. À l'époque il avait un faible pour les grisailles et les verts calcinés, superpositions de bleu de Prusse et de rouge écarlate, etc.



Dans la peinture de Préfete Duffaut l'ensemble se fortifie au détriment du détail et vice-versa



La simplicité des personnages de Dieudonné Cédor tendait parfois vers un dénuement qui ne va pas entamer le décor, suintant assez le désespoir d'une existence ratée

Il récupérait des motifs d'un peu partout pour les intégrer dans son univers pictural. À Hector Hyppolite il empruntait les branches fleuries qui encadraient les portraits, pour les convertir en structure de base. Selden Rodman avait fait comprendre que Dieudonné Cédor était meilleur peintre quand son dessin tend vers l'abstraction, ou quand il brosse sévèrement un tableau (*Toussaint Louverture*). Dans son célèbre tableau (*Trois Femmes*), il étalait une sensation de sérénité et de calme vite dynamisée par la lumière crue, qui exaltait à l'époque ses ocres, ses bleus et ses bruns. La simplicité des personnages tendait parfois vers un dénuement qui ne va pas entamer le décor, suintant assez le désespoir d'une existence ratée.

Tout au début Cédor offrait le profil d'un timide audacieux, qui laissait l'impression d'un jeune homme qui savait ce qu'il désirait. Il avait un rêve personne ne pouvait en douter. Selden Rodman avait fait remarquer que déjà vers 1948, Cédor suivait des cours du soir dans l'intention de pouvoir lire des poètes français contemporains, particulièrement Paul Eluard.

Il a eu de nouveaux maîtres au Foyer des Arts Plastiques. Sous la direction de Lucien Price, Max Pinchinat et de Madeleine Paillère, il fit la découverte de certains maîtres de la peinture occidentale tels : Michel-Ange, Cézanne, Gauguin et Vincent Van Gogh. Il étudia assidûment leur technique dans le détail. Rien ne semblait pouvoir satisfaire sa soif de savoir, quand il ne peignait pas il lisait ou feuilletait des ouvrages d'art. Ce fut une quête sans escale jusqu'en 1962. Chacune de ses œuvres réalisées vers cette époque représentait pour lui une expérience nouvelle, mais aussi un objet d'inquiétude et d'insatisfaction. Il était clair que ce peintre allait tout droit vers sa mort artistique.

Dans sa contribution à l'histoire de la peinture haïtienne, l'auteur de « *Haïti et ses Peintres* » a noté ce qui suit : « *Nous pouvons distinguer trois périodes dans l'évolution de Cédor après sa rupture avec le Centre d'Art, les années 1950-1953 devant plutôt être considéré comme des années de conversion, d'études et de formation.*

La première période commence en 1953, au moment où il se décide vraiment à affronter le public, et va jusqu'en 1956-1957. Cédor est alors au FDAP.

La deuxième période se situe principalement à la Galerie Brochette. Elle couvre les années de 1957 à 1962. Elle est la plus forte et la plus importante. Cédor devient l'un des artistes haïtiens les plus en vue et les plus respectés.

La troisième période s'ouvre en 1962-1963. Cédor a presque entièrement renoncé à ses rêves. Il se sent d'ailleurs seul et isolé. Ses anciens camarades de la Galerie Brochette se sont dispersés ou ont abandonné la lutte ». Et, j'ajoute, la palette de Cédor se suicida.

Il est important de noter que l'auteur de "*Haïti et ses Peintres*", a fait le choix délibéré de gommer le passage de Dieudonné Cédor au Centre d'Art Haïtien (1946-1950), un peu comme si cette première période n'en valait pas la peine. Pourtant toute tentative d'étudier la démarche picturale de ce peintre doit nécessairement tenir compte de ces premiers balbutiements à un moment où la palette de l'artiste était fortement alimentée par son quotidien social et son objectivité culturelle

En réalité l'artiste Cédor s'est éteint, le jour où l'artiste s'est laissé embrigader dans le complot contre le Centre d'Art. Cédor eut le statut de maître de la peinture parce que le Centre d'Art existait, tout simplement. C'est le caractère anthropologique (sanctuaire) et non le caractère académique (beaux-arts) de la création artistique qui lui conférait ce statut. N'ayant pas pris le temps de réfléchir, il n'a pas pu se rendre compte de la réalité. Au Centre d'Art Dieudonné Cédor fut beaucoup plus coté que Lucien Price, Max Pinchinat ou n'importe quel autre peintre dit *avancé*. Mais au lendemain de la fondation du (FDAP), sans en avoir conscience il a hypothéqué cet acquis, contre une modeste carte d'apprenti peintre, sans aucun espoir de devenir un artiste peintre véritable. Pour être à même de recevoir les savoirs de ses nouveaux formateurs, il a dû refouler la plupart des connaissances acquises au Centre d'Art, et bien évidemment une part de lui-même.

Prince GUETJENS
Critique d'art

Prince Guetjens, La Scission de 1950 ; la mise en échec de la peinture populaire au Centre d'art Haïtien. 2011, essai.